

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Ex-Yougoslavie, Moyen-Orient, ... LE CAPITALISME, C'EST LA GUERRE ET LA BARBARIE

L'ultimatum lancé par l'OTAN le 9 février dernier a tenu pendant dix jours le monde entier en haleine et dans l'angoisse : intervention militaire ou pas ? Dans toutes les têtes, revenaient les souvenirs du même scénario qu'il y a trois ans, lors de la guerre du Golfe : le même ultimatum, le même suspense dramatique, la même campagne idéologique et sur-médiatisée des grandes puissances prétendant jouer aux justiciers pour "rétablir l'ordre et la paix" sur une région de la planète. Quelle immense hypocrisie, quel cynisme inqualifiable de la part de ceux qui ont toujours massacré les populations pour leurs appétits impérialistes et qui, là encore étaient tout prêts à le faire à nouveau. Ils ont osé nous promettre des "frappes chirurgicales", épargnant miraculeusement les "populations civiles" comme ils nous avaient alors vanté les mérites d'une "guerre propre" qu'ils avaient essayé de nous faire avaler comme un "wargame".

Les massacres des grandes démocraties

Aujourd'hui, c'est sous prétexte de sa feinte indignation face à l'obus de mortier "tiré-on-ne-sait-d'où" qui a éclaté en plein marché de Sarajevo, que la pseudo-"communauté internationale" a mis sur pied 200 avions de combat prêts à déverser des tonnes de bombes contre "l'agresseur serbe". Comme hier, les mêmes grandes puissances ont déchaîné leur "tempête du désert" contre "le boucher de Bagdad". Mais il faut se rappeler ce qu'a été réellement la guerre du Golfe : les Etats-Unis pour réaffirmer leur suprématie impérialiste face aux autres grandes puissances qu'ils ont forcé à se rassembler derrière eux, ont froidement planifié l'opération contre l'Irak en attirant Saddam Hussein dans un traquenard au Koweït, comme l'ont reconnu un an plus tard des membres de la bourgeoisie américaine (voir Le Monde Diplomatique d'avril 1992 cité dans "R.I." n° 212, mai 1992) et ont méticuleusement préparé et dosé l'intervention militaire. Il faut se rappeler quelles abominations les "alliés" ont alors commises sans le moindre état d'âme pour "expérimenter"

les engins de mort les plus sophistiqués et les armes "dernier cri" les plus meurtrières : ils n'ont pas hésité à recourir à des bombes à effet de souffle détruisant toute vie humaine dans un rayon de plusieurs kilomètres carrés et, plus monstrueux encore, à utiliser à large échelle ces bombes à dépression aspirant l'oxygène de l'air et faisant éclater les poumons de tout être vivant. Il ne faut pas oublier ces terrifiantes images des colonnes de tanks figés et des cadavres de soldats irakiens pétrifiés en plein désert ! Il faut aussi se rappeler que 15 jours ont suffi à la coalition pour tuer plus de 300 000 personnes, soit davantage que ces deux années de massacres et de guerre civile en Bosnie (qui a déjà fait 200 000 morts et provoqué l'exode ou la déportation de plus de deux millions de personnes dans la "population civile").

Et ces odieuses prouesses barbares ne sont nullement nouvelles. C'est toujours au nom de la justice et de la paix que toutes nos grandes et glorieuses démocraties ont perpétré leurs pires exactions : c'est en prétendant "libérer le peuple allemand du joug du nazisme" qu'à la fin de la seconde boucherie impérialiste mondiale les "alliés" ont rasé systématiquement les quartiers ouvriers de Dresde et d'Hambourg sous un tapis de bombes, faisant en quelques heures plusieurs centaines de milliers de victimes ; c'est au nom de la défense de la civilisation que la bourgeoisie américaine a expédié ses bombes atomiques sur les villes d'Hiroshima et de Nagasaki ; c'est en ce même nom que l'armée française a bombardé Sétif en 1947 et qu'elle a torturé et tué en Algérie ; c'est soi-disant pour débarrasser le peuple vietnamien de la dictature implacable d'Hô Chi Minh que les "marines" ont arrosé de napalm les villages et les campagnes du pays des années durant ; c'est pour maintenir la paix et l'ordre mondial que les Etats-Unis auraient fait la guerre de Corée et c'est soi-disant pour défendre les conquêtes du socialisme que l'impérialisme rival aurait envahi l'Afghanistan, transformant ce pays en champ de ruines.

Aujourd'hui encore, toutes ces grandes

puissances, championnes de la démocratie, font assaut de déclarations d'intentions humanitaires et prétendent intervenir pour mettre fin aux massacres et à la barbarie dans l'ex-Yougoslavie. Pure hypocrisie : ce sont eux-mêmes les principaux responsables de la poursuite de ces tueries. Ce sont eux qui n'ont cessé d'attiser cette guerre et les atrocités qui en découlent en soutenant et en armant sans discontinuer les unes ou les autres fractions nationalistes rivales pour défendre leurs sordides et mesquins intérêts impérialistes respectifs.

La seule alternative : socialisme ou barbarie

Maintenant, ils exploitent effrontément le légitime soulagement éprouvé par beaucoup d'entre nous à l'annonce calculée que "l'OTAN n'avait pas besoin de mener" les fameuses "frappes aériennes" à l'expiration du délai de l'ultimatum, en permettant à d'ineffables idéologues professionnels, tel le journaliste Serge July d'affirmer que "le concert des grandes et des moyennes puissances s'accorde enfin pour en finir avec ce cauchemar La logique à l'oeuvre dans cette opération n'est pas celle de la guerre, mais celle de la paix. Car la paix est vraisemblablement au bout de la nuit qui s'achève. Oui, la paix en Bosnie et la paix dans l'ex-Yougoslavie !" Ils cherchent ainsi à nous faire oublier non seulement qu'ils ne font que déplacer le terrain des massacres qui s'intensifient plus que jamais ailleurs qu'à Sarajevo, mais aussi que ce sont eux qui, en imposant leur blocus, continuent ignominieusement à faire crever de faim des dizaines de milliers de personnes. Ils cherchent à masquer que leurs marchandages de brigands -chacun le couteau sur la table- qui se trament derrière leur diplomatie et leur entremise de négociateurs ne peuvent déboucher, à travers de nouvelles alliances éphémères, que sur une extension des zones de conflits dans la poudrière des Balkans (lire article p. 4). Voilà quel est le vrai visage de va-t-en-guerre de toutes ces canailles impérialistes qui nous gouvernent en se

présentant comme les "serviteurs de la paix" et des chantres des causes humanitaires, de droite comme de gauche, de tout acabit, qui étaient prêts à écrabouiller la Serbie pour "libérer Sarajevo". Depuis ces grands humanistes de la trempe d'un Kouchner ou d'un Bernard-Henry Lévy jusqu'à la trotskiste Ligue Communiste Révolutionnaire qui, dans le n° daté du 10/02 de son hebdomadaire "Rouge", déclarait que "c'est pour résister au génocide de leur civilisation qu'il est légitime pour les Bosniaques, de posséder les armes qui leur permettraient de se défendre sur plusieurs fronts à la fois", ils ne demandent tous qu'une chose : enrôler un maximum d'ouvriers derrière leurs croisades impérialistes. Nous ne devons les suivre à aucun prix sur ce terrain pourri. Cette effroyable réalité dont témoigne l'exemple yougoslave doit balayer aux yeux de tous les prolétaires

les faux espoirs, les illusions régulièrement entretenues par la bourgeoisie sur une quelconque paix possible dans le capitalisme. Ce système ne peut nous offrir que toujours davantage de misère et de massacres. Le militarisme et la guerre sont en permanence une des manifestations les plus édifiantes de la faillite définitive, de l'impasse totale, de la monstrueuse aberration que représente ce système pour l'humanité qu'il ne peut diriger que vers l'abîme. De cette réalité résulte l'enjeu essentiel pour l'avenir de la planète. Plus que jamais, la seule alternative est : socialisme ou barbarie. C'est pourquoi il appartient aux prolétaires de se mobiliser sur leur propre terrain : celui de la lutte de classes pour pouvoir sortir l'humanité de cet enfer de misère et de mort.

23.02.94
CB

Au moment où nous mettons sous presse, nous parvient la nouvelle d'un massacre perpétré à l'arme automatique faisant 52 morts et une centaine de blessés parmi les Palestiniens rassemblés dans la mosquée d'Hebron. Ce massacre a été attribué à un ou plusieurs colons israéliens extrémistes, en fait certainement manipulés. Il a été relayé par l'armée israélienne elle-même qui, dans la même journée, a tué au moins 9 autres personnes au cours des manifestations spontanées de colère de Palestiniens dans l'ensemble des territoires occupés.

Personne n'a oublié la grand messe médiatique célébrant en septembre dernier comme un événement historique capital la «réconciliation» entre Israël et l'OLP et la création d'un Etat croupion palestinien, par lesquelles la bourgeoisie tentait de nous faire croire qu'elle allait régler le problème palestinien et surtout établir une paix durable au Moyen-Orient.

Le massacre d'aujourd'hui constitue une nouvelle fois la tragique illustration que chaque fois qu'il prétend apporter la paix quelque part dans le monde, le capitalisme ne fait qu'enfoncer davantage l'humanité dans la barbarie.

26.02.93

SOMMAIRE

FRANCE

- Ne laissons pas les syndicats occuper le terrain de nos luttes p. 2
- PC, PS, Verts... Ils se rassemblent contre les ouvriers p. 2
- Abbé Pierre : un faire-valoir de la bourgeoisie p. 2
- Le cynisme sans borne de la bourgeoisie française p. 3

SITUATION INTERNATIONALE

- Espagne, Allemagne : les syndicats sabotent la riposte ouvrière p. 3
- Elections en Italie : la gauche unie pour dévoyer le prolétariat p. 3
- Ex-Yougoslavie : les rivalités entre grandes puissances attisent la barbarie p. 4
- En reconstituant la CEI, l'impérialisme russe affirme ses intérêts p. 4
- Afrique : la "dévaluation de l'impérialisme français" p. 5
- Algérie : Armée, FIS, FLN, ils font tous régner la terreur p. 5

POLEMIQUE

- Le "Prolétaire" et la question nationale : le PCI s'enfoncé dans l'opportunisme p. 6
- A propos d'un livre de M. Gallo sur Rosa Luxemburg p. 6
- Non à la falsification bourgeoise p. 6

**Contre le chômage et la misère,
IL FAUT LUTTER TOUS UNIS
MAIS PAS DERRIERE LES SYNDICATS**

Lire page 8

NE LAISSONS PAS LES SYNDICATS OCCUPER LE TERRAIN DE NOS LUTTES

La grève d'Air France, la manifestation rassemblant 35 000 cheminots, puis celle des 45 000 agents EDF à Paris durant octobre, le long conflit chez Chausson, les divers débrayages et les manifestations à la Poste, dans l'automobile, aux Télécoms montrent que face aux attaques qu'elle subit, la classe ouvrière est de plus en plus disposée à résister et à entrer en lutte.

Cette reprise de la combativité se heurte à une bourgeoisie très préparée et qui ne lésine pas sur les moyens pour tenter d'éviter que cette situation ne débouche à terme sur des luttes massives et unies.

Face à cette combativité montante, la bourgeoisie s'est, en premier lieu, préoccupée de renforcer sa première ligne, les professionnels de la division et du sabotage des luttes que sont les syndicats. Elle est parvenue en mettant spectaculairement en scène à deux reprises le recul "honteux" d'un gouvernement "affaibli" qui se casse les dents contre la détermination des syndicats et qui doit finalement retirer ses plans initiaux : la première fois en

octobre lors de la manipulation des ouvriers combattifs d'Air France, la seconde à l'occasion de la manifestation massive du 16 janvier pour la défense de "la laïcité et de la République". Tout le crédit de ces "victoires" fabriquées sur mesure avec la complicité de la gauche, des médias, du gouvernement et des syndicats pouvait rejaillir sur ces derniers, permettant à tous d'assener à la classe ouvrière : "La lutte derrière les syndicats est payante ! L'action dans l'unité syndicale permet de gagner !".

Dopés et drapés de cette nouvelle respectabilité de l'efficacité dans la lutte, les syndicats ont, depuis, poursuivi l'offensive contre la classe ouvrière en occupant systématiquement le terrain, en prenant les devants face à la combativité montante afin de stériliser et d'étouffer la riposte ouvrière.

C'est en organisant l'éparpillement et l'isolement, en multipliant partout, mais notamment dans le secteur public, les journées d'action et les grèves de 24 h, que les syndicats cherchent à disperser le potentiel de combativité existant dans la classe ouvrière. Ces actions, comme dans les Telecoms, sont organisées région par région et échelonnées dans

le temps du 20 janvier au 1er février... dans l'unité syndicale, ou sont au contraire fixées à une même date, comme le 3 février, par l'ensemble des fédérations... mais dans la cacophonie de leurs divisions !

Le 3 février donc, des appels à la grève étaient ainsi lancés dans plusieurs services publics : dans les Telecoms, l'Équipement et dans les banques, menacées de 10 000 licenciements cette année, où les syndicats parvenaient à entraîner 25 à 35 % des employés, surtout de province où la participation atteint parfois 75 % et provoque la fermeture de 200 bureaux de la BNP. Le harcèlement des journées d'action se poursuit actuellement dans l'Éducation nationale. toutes ces initiatives qui servent aux syndicats pour apparaître à la pointe de la lutte, ont pour but de faire dilapider leurs forces aux ouvriers et d'empêcher l'accumulation de combativité préparant l'explosion de luttes massives.

Les syndicats se chargent simultanément d'épuiser les secteurs ouvriers qui, çà et là, se montrent plus combattifs. Ils se tissent à bon compte une image radicale au détriment des ouvriers, les poussant à la défaite en les engageant dans des grèves longues de

plusieurs semaines, complètement isolées, sans perspective aucune. Et celles-ci se déroulent invariablement selon le même scénario navrant : occupation de la direction ou du site, séquestration du directeur, affrontements stériles avec les flics afin de déjouer la combativité comme ce fut dernièrement le cas dans les chantiers navals de Sud-Marine, ou dans des actions spectaculaires complètement inopérantes comme la mise à disposition de la population de téléphones gratuits au Havre et à Rouen par les grévistes de France Telecom de Haute-Normandie, finalement battus à l'issue de 14 jours de lutte.

Toutes ces sales actions des syndicats, chargées d'entraver le développement de la combativité, sont aussi l'occasion de diffuser dans les rangs ouvriers une idéologie corporatiste et nationaliste des plus puantes, destinée à empêcher toute réflexion ouvrière sur l'absence d'issue à la crise qui les frappe tous et sur les moyens véritablement efficaces de lutter. Chaque secteur est convié par les syndicats à défendre sa spécificité la plus parcellisante et à se placer sur un faux terrain qui n'a rien d'ouvrier : les exploités du Public doivent lutter pour

leur statut, contre "ceux qui rêvent de ramener le secteur public au statut d'entreprise comme les autres" et contre la politique "des fossoyeurs de la France". D'autres, comme les sidérurgistes de Lorraine doivent "défendre leur région contre le charbon allemand". Les prolétaires de l'école doivent se battre "pour une école de la réussite". Le 19 février, c'étaient encore les mineurs qui étaient conviés à une manifestation nationale à Paris pour "la défense du charbon français". C'est également pour prendre les chômeurs au piège et, à terme, les empêcher de s'incorporer à une lutte de classe unie qu'on vise à les enfermer dans la fausse alternative : rejoindre les syndicats existants ou créer un syndicat de chômeurs ?

Les syndicats cherchent à masquer qu'il n'existe qu'un seul combat de toute la classe ouvrière contre une seule et même austérité partagée par tous.

Face aux attaques renforcées, la classe ouvrière doit se réapproprier l'expérience des luttes passées et refaire l'apprentissage de la prise en main de son combat dans des assemblées générales et de l'extension de la lutte au-delà des barrières des catégories.

24.02.94 DD

PC, PS, Verts,... ILS SE RASSEMBLENT CONTRE LES OUVRIERS

Si aujourd'hui le PS et le PC sont affaiblis, il ne faudrait pas croire qu'ils n'ont plus d'avenir.

Début février, le PS organisait les "assises de la transformation sociale", auxquelles se retrouvait un éventail impressionnant des forces de gauche : PC, avec la présence significative de Lajoinie, "refondateurs" et autres staliniens défroqués, radicaux de gauche, "Verts", syndicalistes de la CGT, de la CFDT, de la FEN, etc. Kouchner en personne était venu parader à ces "retrouvailles de grande famille". Tout ce joli monde s'en est ainsi donné à cœur joie, les uns appelant à construire "un projet progressiste" (J.P. Brard, PC), les autres à offrir "une alternative sérieuse" (G. Sarre, Mouvement de citoyens), le tout sur fond de dénonciation radicale de la politique de Balladur. De son côté, le PC, par la voix de son nouveau secrétaire national, Hue, appelait à se rassembler et à s'unir, pour "faire reculer le pouvoir" et offrir une "perspective politique" à "des millions d'hommes, de femmes, dans ce pays". Les "Verts", par la bouche de Voynet, leur nouvelle égérie après le fiasco électoral de Waechter et autres Lalonde, se félicitait de ces "assises", "premier pas d'une longue marche". Il y a beau temps qu'on n'avait entendu une telle unité de la gauche !

La gauche se cherche une nouvelle image..

Et pour encore mieux faire passer le mensonge de sa prétendue bonne volonté, la gauche va jusqu'à faire son autocritique ! On a pu ainsi entendre Lajoinie reconnaître qu'ils (le PC) portaient "une part de responsabilité dans les déceptions engendrées", bel euphémisme à la participation et au soutien de la politique scélérate qu'a mené la gauche; Fabius lui-même demandait au PS de "présenter une

analyse critique de ce qui a été fait".

Tenter de faire en sorte que la gauche du capital, PS en tête, retrouve une image plus "unie", plus radicale et plus combative, en fait faire oublier douze ans d'attaques répétées et acharnées contre toute la classe ouvrière, dont trois ans avec le soutien actif du PC : tel est le premier objectif de ce nouveau rapprochement de la gauche du capital. Et "le temps presse", comme le dit le journal "Le Monde", car il est nécessaire que la bourgeoisie française retrouve des forces de gauche capables de s'opposer à la combativité ouvrière montante, aux luttes à venir, de façon efficace. C'est la division des tâches face au développement de cette combativité ouvrière. Pour cela, il lui faut donc revenir au plus vite à cette image passée de soi-disant défenseur des intérêts ouvriers.

C'est parce que la bourgeoisie se prépare à les balancer encore dans leurs jambes que les ouvriers doivent toujours se souvenir de leurs méfaits. Ouvriers, travailleurs de tous les secteurs, de toutes les entreprises, regardez ce que la gauche vous a assené durant presque douze ans de gestion capitaliste de "gauche". L'institution du forfait hospitalier par le ministre communiste Ralite, la création de la CSG, la diminution des remboursements médicaux et pharmaceutiques sont l'oeuvre de la gauche. Le flicage et l'expulsion organisés des travailleurs immigrés c'est encore la gauche. Le PS aujourd'hui a le culot de prétendre détenir la recette d'un "plan emploi", mais comment oublier les vagues sans précédent de licenciements, les millions de chômeurs qu'il a jetés à la rue sous son propre règne. Mais il ne faudra jamais oublier non plus la participation active et de premier ordre de la gauche "socialiste", "humaniste", à la guerre du Golfe et à ses 200 000 morts, du moins officiellement, sans compter sa

politique impérialiste en Afrique.

...pour mieux tromper les ouvriers

Quel constat commun anime donc tous ces beaux parleurs ? Celui qu'il peut y "avoir à tout moment une explosion sociale", et qu'un dualisme social est en train de s'instaurer, qui peut être dangereux pour notre démocratie". Voilà le fin mot de l'histoire : face à la montée du mécontentement, face au discrédit important de la gauche en général, il lui faut retrouver un langage radical pour lui permettre de monter au créneau social, armée du mieux possible, afin de défendre la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire l'Etat bourgeois, contre la poussée ouvrière.

Une des étapes les plus importantes de ce processus de "rassemblement" et de radicalisation de la gauche s'est vérifiée dans les appels à la mobilisation de décembre et de janvier sur l'école et contre l'abrogation de la loi Falloux (voir "RI" n°231), car elle a permis à la gauche, et au PS en particulier, de se redonner une image combative, une image de défenseur des intérêts ouvriers, en se démarquant du gouvernement et en s'opposant soi-disant à sa politique.

Les ouvriers ne doivent pas être dupes de ce barouf que font tous ces menteurs professionnels de gauche. C'est dans ce nouveau rôle de défenseur des intérêts des travailleurs, "lavés" de l'obligation de porter des coups répétés à la classe ouvrière, que ces gens-là sont les plus dangereux; car ils sont alors prêts à semer les pires illusions dans les rangs ouvriers afin d'occuper au maximum le terrain social.

KW

L'Abbé Pierre UN FAIRE VALOIR DE LA BOURGEOISIE

L'Abbé Pierre était de retour sur les ondes le mardi 1er février 1994, pour lancer le même appel au secours pour les victimes de l'exclusion capitaliste que 40 ans auparavant. L'Abbé Pierre est le curé des grands moments qu'on appelle à l'Elysée et à Matignon pour faire la potiche (cf. RI n°192), puisque nous avouent avec candeur les journalistes, les partis sont si décrédibilisés!

Le brave apôtre avait déjà été reçu à l'Elysée en juillet 1990 à la veille de la guerre du Golfe pour prôner un humanitaire intérieur d'abord "chez nous" avant d'aller pratiquer l'humanitaire extérieur que l'on sait, à coups de bombes.

Pourquoi l'Elysée fait-il à nouveau appel à cette vedette du top 50 de la solidarité, entre mère Thérèse et le commandant Cousteau? Pour nous rappeler qu'il y a 40 ans la misère existait déjà? Cela on le savait. Pour nous rappeler que le capitalisme a été incapable de la faire cesser? Cela on le constate chaque jour qui passe.

Non, l'Elysée envoie en première ligne des médias le fondateur des compagnons chiffonniers pour nous faire croire que l'Etat sème, que l'Etat fait quelque chose, puisque les ouvriers ne donnent même plus au tronc des Eglises et qu'ils sont, comme chacun sait, d'horribles égoïstes qui ne pensent qu'à eux.

L'humanitaire intérieur larmoyant et l'humanitaire extérieur impérialiste ont la même fonction : souder les ouvriers derrière l'Etat qui prétend agir pour la bonne cause.

La situation au cours de l'hiver 1954, au sortir de la seconde boucherie mondiale était désastreuse. Les gens couchaient sous les ponts ou dans les carcasses des camions militaires abandonnés. En 1954 une partie de la population se retrouvait mise à la rue et paupérisée par la guerre.

Mais à l'hiver 1994, la situation est insoutenable. La société capitaliste produit à cadence accélérée des centaines de milliers de sans-abri et de mal-logés. Pire encore, avec le sida du

chômage, ce sont des millions de prolétaires qui sont éjectés quasi définitivement de la production et de toute activité sociale normale et digne; et non plus les 2000 sans-abri de l'appel du curé en 1954.

En 1954, le pays était détruit par la guerre. En 1994, des masses d'ouvriers au chômage sont paupérisées, réduites à la mendicité étatique. Plus qu'en 1954, l'Etat veut détruire toute conscience ouvrière en présentant les chômeurs et les SDF comme des "exclus". Exclut par qui? Par l'Etat et les partis de droite et de gauche qui font tout pour maintenir une exploitation effrénée, quoiqu'il en coûte en "pertes" humaines.

En 1954, les victimes de la guerre impérialiste purent, en supportant de terribles privations pendant une longue période, être peu à peu réintégrées dans la production d'un capitalisme qui devait connaître une courte période de reconstruction. Réembauchés, relogés les ouvriers d'après-guerre purent être ainsi rapidement "solvables", pour utiliser le mot des propriétaires et des banquiers.

Aujourd'hui, le capitalisme est entré dans une crise économique finale. La comparaison avec 1954 est donc fallacieuse et vise à nous faire croire qu'on "s'en sortira", "qu'il faut attendre", éventuellement en donnant aux quêtes des curés.

Pour Mitterrand, Juppé et Kouchner il faut surtout faire taire les revendications, faire accepter, en silence, les baisses de salaire.

Par cette campagne derrière le bon prêtre en soutane et béret vissé sur la tête, l'Etat veut paralyser toute riposte ouvrière d'ampleur. De même que les chiffres quotidiennement galvaudés du chômage ont pour objet d'effrayer, l'Etat n'a qu'un but : faire en sorte que ceux qui ont encore du travail le considèrent comme un "privilège", qu'ils acceptent les privations, le chômage croissant, qu'ils partagent leur misère avec leurs enfants également au chômage.

Damien.

Espagne, Allemagne

LES SYNDICATS SABOTENT LA RISPOSTE OUVRIERE

Comme nous l'avons déjà souligné à maintes reprises dans ce journal, après avoir connu une période de paralysie de sa combativité, consécutive à l'effondrement du bloc de l'Est et à toute la campagne orchestrée autour du thème "la mort du communisme", la classe ouvrière a repris le chemin des luttes. Le signal nous en a été donné à l'automne 1992 au travers des luttes en Italie en réaction à la mise en place du sévère plan Amato. Depuis, cette reprise des combats de classe certes lente et heurtée, n'a pas été démentie. Ainsi, cette colère ouvrière s'est-elle manifestée en 1993 en Allemagne, en Belgique, en Grande-Bretagne, en Espagne, ... mais aussi en France (voir R.I n° 227 à 230).

Toutefois, comme à l'accoutumée, tous les Etats bourgeois face aux impitoyables attaques à travers des plans d'austérité, de réduction de budgets sociaux, etc. qu'ils sont contraints d'assener ne sont pas restés sans prévoir des réactions des ouvriers. La récession mondiale, en obligeant chaque capital national à réduire le coût que représente la force de travail, en attaquant tous azimuts les conditions de vie du prolétariat, conduit partout les différents Etats bourgeois à manoeuvrer. Manoeuvrer pour que cette colère soit systématiquement canalisée dans des impasses. Manoeuvrer pour que loin de renforcer la confiance en soi de la classe ouvrière, les défaites qui résultent de ces pièges tendus servent à accroître le sentiment de résignation et d'inutilité de la lutte. Comme le montre l'article en page 2, les luttes à Air France, au demeurant largement

répercutées à l'étranger, ont sûrement constitué le meilleur exemple de ce type de manipulation. Avec ce mouvement l'objectif de la bourgeoisie était le suivant : dévoyer le mécontentement d'un secteur frappé durement par la crise mais surtout redorer le blason syndical. De pareilles pratiques manoeuvrières sont à l'oeuvre en Espagne et en Allemagne.

ESPAGNE

Il est bel et bien terminé le soi-disant miracle espagnol des années 80. Ce pays tant montré en exemple il y a peu, est à présent au bord du gouffre. Un seul chiffre suffit à souligner toute l'ampleur de la déroute économique, c'est celui du taux de chômage qui atteint 25% de la population active. Et encore, on sait ce que vaut cette comptabilité officielle toujours en dessous de la réalité. Dans ce pays, la classe ouvrière peut mesurer combien les socialistes réélus à l'été 93 sont capables de lui faire payer le prix de la faillite du capitalisme. A l'instar de la France durant la décennie 80, les bourgeois de gauche savent toujours fort bien prendre les mesures qui s'imposent pour maintenir leur système d'exploitation. Toutefois, depuis l'automne 93, les ouvriers de l'autre côté des Pyrénées ont commencé eux aussi à relever la tête, notamment chez SEAT à Barcelone, chez les métallurgistes de la province de Leon ou bien encore chez les employés municipaux de la ville de Madrid. Mais ici également, face à ce réveil, les

syndicats ne sont pas restés inactifs. Ainsi le 25 novembre 93, l'UGT (socialiste), et les CCOO (Commissions Ouvrières, proches de l'ancien PC) appelaient à une journée d'action. En centrant cette manifestation sur le faux problème de la réforme du code du travail, en faisant valoir toutes sortes de revendications spécifiques, les syndicats sont parvenus à empêcher tout développement d'une lutte unie. Après le 25, les salariés encore en lutte se sont retrouvés enfermés dans des impasses corporatistes et nationalistes voire régionalistes. Ils n'ont pas réussi à s'opposer aux mots d'ordre syndicaux du style "sauver SEAT", "les mines sont rentables", ni aux appels des syndicats sollicitant l'unité nationale, y compris avec le gouvernement, contre les "Allemands de Volkswagen (propriétaire de SEAT) qui sacrifient l'économie nationale espagnole". Dans la même veine ils n'ont eu de cesse à se présenter comme intransigeants dans les négociations avec le gouvernement à propos de la fameuse réforme du code du travail. Bref, à bon compte ils se sont donnés une image combative allant jusqu'à "accepter le rapport de force" avec l'Etat en décrétant une journée de grève générale le 27 janvier. Mais comme le soulignaient Gutierrez et Redondo, les leaders des CCOO et de l'UGT, "il faut canaliser la grève, comme dans n'importe quel pays démocratique, en négociant". Comme pour le 25 novembre cette journée a été un succès pour la bourgeoisie, pas pour la classe ouvrière. Les mêmes mots d'ordre corporatistes, régionalistes ont été repris, les mêmes appels à la négociation entre patrons, Etat et syndicats, et comme d'habitude, les syndicats ont encouragé quelques affrontements stériles avec la police notamment devant le grand magasin, "El Corte Inglés" à Madrid. Comme la journée de mobilisation inutile du 25 novembre et

comme les négociations sur le "Pacte social", cette journée du 27 janvier a représenté une gradation supplémentaire dans les manoeuvres de la bourgeoisie pour redorer le blason syndical tout en aboutissant à ce qui était prévu par avance pour la démobilitation et la démoralisation des ouvriers. Jamais il n'a été question d'une véritable lutte unie par delà les secteurs, les régions et pour cause, l'objectif visé c'était de déboussoler, diviser la classe ouvrière, marteler sans arrêt que sans syndicat point de salut. D'autant plus que pour la première fois tous les syndicats avaient appelé à cette journée depuis la CNT anarchiste jusqu'au LAB affilié à l'ETA pour faire croire que l'unité des ouvriers, c'était l'unité syndicale.

ALLEMAGNE

Les manoeuvres des syndicats allemands sont de plus grande ampleur. Et pour cause. La classe ouvrière allemande a recommencé à lutter de façon massive depuis le début de l'année 93 et surtout dans la métallurgie et les mines durant le mois de septembre 93 avec des manifestations spontanées. La colère est d'autant plus forte aujourd'hui que la bourgeoisie est contrainte d'attaquer de plus en plus durement les conditions de vie des ouvriers. Selon l'organisation patronale Gesamtmetall depuis un an et demi, c'est plus de 650 000 emplois qui ont disparu dans la seule métallurgie ouest-allemande et de nouveaux licenciements ont été récemment annoncés dans ce secteur (10 000 chez Daimler, par exemple), comme dans d'autres (30 000 dans la chimie, 22 000 dans les mines, 16 000 dans l'aéronautique, etc.)

Le patronat de la métallurgie a dénoncé les conventions salariales de 1993 et réclame le gel des salaires, la suppression des primes de vacances

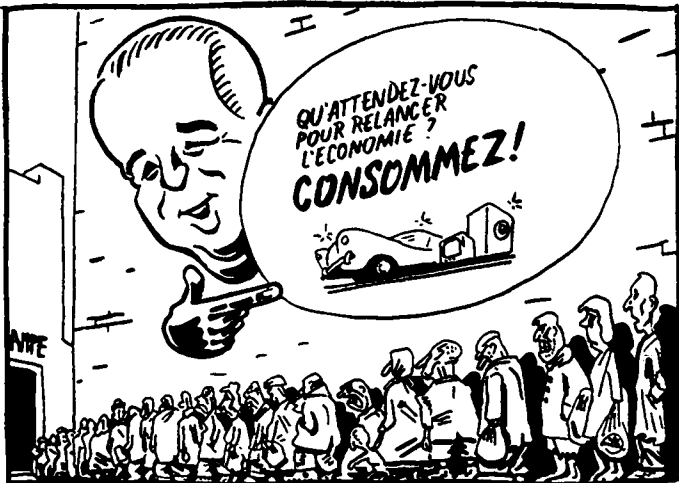
qui représentent un treizième mois mais aussi l'introduction de la flexibilité des horaires et des salaires ce qui peut entraîner leur baisse de 17 %.

Les grandes manoeuvres d'IG Metall ont commencé dès le mois de janvier avec une série de débrayages "d'avertissement" lancés de façon préventive pour occuper le terrain social, et se sont intensifiées après l'échec des négociations salariales le 11 février. Ce syndicat appelle les travailleurs à "attendre" et à se prononcer par référendum au cours de la première semaine de mars alors que des débrayages de 120 000 ouvriers, techniciens et employés avaient déjà eu lieu. Et si le référendum est positif, ce n'est que le 7 mars que les grèves commenceront. Mais il s'agit de mouvements tournants "destinés à faire mal sans mettre en cause la survie des entreprises" et les syndicats se proposent "d'éviter de déclencher des grèves dans des entreprises affectées par de trop grandes difficultés financières". Et d'ores et déjà, le syndicat s'est déclaré prêt à "modérer ses revendications salariales moyennant des sauvetages d'emplois. On se rappelle ce que valent de telles offres : les baisses de salaires consenties par les ouvriers de Volkswagen il y a quelques semaines, n'ont pas empêché l'annonce par la direction que 20 000 ouvriers devaient être licenciés les prochaines années. Voilà comment les syndicats baladent les ouvriers, les mobilisent paquet par paquet et ne leur permettent en rien d'établir un véritable rapport de force en leur faveur.

La capacité des ouvriers en Allemagne, comme en Espagne ou en France à lutter et à commencer à se dégager de l'emprise des syndicats est le seul garant de la poursuite de la lente et difficile remontée des luttes ouvrières en Europe.

DRG

Le cynisme sans borne de la bourgeoisie française



(Dessin de Willem, paru dans "Libération".)

Les appels des gouvernements à "consommer" pour "relancer l'économie" contiennent la même stupidité et le même cynisme que la fameuse réponse de la reine Marie-Antoinette à la veille de la révolution française : "Si le peuple n'a plus de pain, qu'il mange de la brioche !"

Comme si le problème actuel de "l'économie", c'était que les chômeurs et les travailleurs, qui sont obligés d'accepter des salaires de plus en plus bas, ne voulaient pas assez consommer. S'ils ne consomment pas plus ce n'est pas parce qu'ils ne le veulent pas, mais parce qu'ils ne le peuvent pas. Ce qui les empêche de profiter de ce qu'ils produisent ou de ce qu'ils pourraient produire, c'est "la main invisible" des lois capitalistes, telle la loi du salariat, qui fait qu'un prolétaire ne peut consommer que s'il trouve à vendre sa force de travail comme marchandise ; qui fait qu'il ne peut consommer que dans l'étroite limite de la valeur de cette

marchandise, son salaire.

Dans la logique des lois capitalistes, ces lois que les gouvernements sont chargés de défendre par la force, la consommation des masses n'est jamais le but de la production. Le capital ne peut produire sans profit, il ne produit que pour le profit. La consommation des exploités n'est pour lui qu'un coût, une dépense qu'il se doit de réduire en permanence... pour être "rentable et compétitif". Ce n'est pas le refus de consommer des exploités qui paralyse l'économie capitaliste, c'est la crise capitaliste qui plonge les prolétaires dans la misère.

Pour que les besoins de consommation des masses puissent "relancer la production", pour que la production soit enfin orientée exclusivement en fonction des besoins humains, il n'y a pas d'autre chemin que celui de la destruction de fond en comble de l'ordre social capitaliste, le chemin de la véritable révolution communiste.

Elections en Italie

LA GAUCHE UNIE POUR DEVOYER LE PROLETARIAT

A la veille des élections législatives des 27 et 28 mars en Italie, une grande coalition de gauche vient d'être scellée, ce dont se félicitent toute la bourgeoisie et particulièrement les gauchistes.

Les Verts, le Parti socialiste, les chrétiens-sociaux, l'Alliance démocratique, Renaissance socialiste, la Rete, le PDS (ex-PCI) et... Rifondazione Comunista, ce sont ainsi huit formations qui s'engagent dans la grande "Alliance progressiste" faite de promesses sur l'emploi, l'environnement, la poursuite des privatisations nécessaires, mais également de "sacrifices inévitables", comme l'a affirmé L. Magri, l'un des leaders de Rifondazione Comunista.

Autant la bourgeoisie italienne, avec ses différentes composantes politiques, a pu se déchirer à propos de l'alliance impérialiste à laquelle il fallait se rallier (USA ou Allemagne-France), ce qui a produit les remous autour de la fameuse opération "mains propres", autant, selon un principe historique bien connu, elle est prête à toutes les alliances, face au prolétariat et à la lutte de classes. La résurgence de la combativité ouvrière dès l'automne 92 continue de provoquer un redéploiement de l'appareil politique destiné à faire face et surtout à tromper les ouvriers.

Et en effet, cette nouvelle coalition a quelque chose d'insolite puisqu'on y voit côte à côte réunis aux premières

lignes, les soi-disant ennemis jurés d'hier que sont Rifondazione Comunista et le PDS, tous deux issus de l'éclatement du PCI en 1991.

Un pacte historique, puisque c'est la première fois qu'une telle union voit le jour depuis le Front populaire de 1948 avec Pietro Nenni et Palmiro Togliatti. A l'époque, communistes et socialistes accédaient au pouvoir avec pour mission essentielle de faire payer aux ouvriers le prix de la sueur, au nom de la nécessaire reconstruction de "leur" nation, après qu'ils eurent payé, par milliers, celui du sang dans la guerre impérialiste. Tâche dont ils se sont scrupuleusement acquittés du point de vue du capitalisme.

Aujourd'hui cette coalition massive a une fonction bien particulière, toujours au service de la bourgeoisie s'entend. Face à la combativité montante du prolétariat, dont les premières explosions significatives ont eu lieu en Italie justement à l'automne 1992, il s'agit de brandir aux yeux des ouvriers une autre alternative à la lutte sur leur propre terrain, en leur faisant croire qu'ils peuvent compter sur des forces de gauche radicales et unies.

C'est d'ailleurs ce qu'exprime en langage on ne peut plus clair F. Bertinotti, secrétaire général du PCR (Rifondazione Comunista) dans les colonnes de la Ligue Communiste Révolutionnaire en France : "...après

les terribles années 1980, réémergent en Italie les premières mobilisations de masses intéressantes. A ces mouvements porteurs d'interrogations, il faut apporter une réponse gouvernementale." et plus loin "... la société italienne est submergée par la crise et un chômage massif et cela change tout. De ce fait, il y a une force qui pousse à une grande volonté de changement... Cette nouvelle situation implique une recomposition des forces politiques." Le PCR compte bien contribuer de toutes ses forces à l'encadrement du prolétariat.

Dans cette mission qui lui est allouée, le PCR reçoit le soutien sans réserve des formations trotskistes au-delà des frontières italiennes. C'est ainsi qu'une délégation de la LCR en France est allée applaudir sans réserve la décision du PCR de participer à cette alliance, décision entérinée lors du 2e congrès de ce dernier. Quant à Lutte Ouvrière, si elle se montre plus réservée quant à la participation des trotskistes à une telle coalition, elle n'en salue pas moins le caractère "communiste et de classe" des aspirations qui s'expriment "à la base" du PCR.

Encore une fois, les organisations trotskistes se retrouvent à l'avant-garde des manoeuvres de dévoiement envers les ouvriers sur le terrain électoral.

MO 24.02.94

Ex-Yougoslavie : malgré le "gel des frappes aériennes" LES RIVALITES IMPERIALISTES ENTRE LES GRANDES PUISSANCES CONTINUENT D'ATTISER LA BARBARIE

Le dramatique imbroglio yougoslave ne peut s'expliquer qu'en comprenant deux choses. D'une part, cette sinistre réalité est le produit et le reflet de la décomposition sanglante du capitalisme qui, dans son pourrissement sur pied, entraîne une part toujours croissante de l'humanité à s'enfoncer dans la barbarie et l'horreur ; d'autre part, ce sont les rivalités impérialistes entre les grands requins de ce monde, acteurs de premier plan dans la tragédie endurée par les populations de cette région, qui tirent les ficelles des déchirements entre les différents gangs nationalistes locaux depuis l'éclatement de la fédération. De plus, ces grandes puissances, n'agissant plus dans le cadre d'alliances définies et stables, comme au temps de la division du monde en deux blocs, sont amenées à nouer et dénouer entre elles, pour la défense de leurs intérêts propres, des alliances circonstancielles et changeantes.

Un foyer d'exacerbation des tensions impérialistes entre les grands

En juillet 91, le ferme soutien de l'Allemagne à l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie a contribué à mettre le feu aux poudres, feu attisé ensuite par le soutien à la Serbie de la part des autres grandes puissances, telles la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la Russie. Il faut rappeler l'antagonisme entre les intérêts de la première puissance européenne, qui voyait dans une Slovaquie et une Croatie indépendantes et alliées le moyen de s'ouvrir une porte vers la Méditerranée, et les intérêts des autres puissances, qui sont totalement opposés à un tel déploiement de l'impérialisme allemand.

Par la suite, lorsque la Bosnie elle-même a revendiqué son indépendance, la puissance américaine s'est empressée de lui apporter son soutien : ce changement d'attitude par rapport à celle adoptée envers la Slovaquie et la Croatie était significatif de la stratégie de l'impérialisme US. Ne pouvant faire de la Serbie un allié fiable dans la zone des Balkans, dans la mesure où ce pays avait déjà des attaches solides avec d'autres puissances concurrentes, cet impérialisme visait à faire de la Bosnie son point d'appui dans la région, notamment face à une Croatie pro-allemande. Le ferme soutien à la Bosnie a d'ailleurs été un des thèmes de la campagne électorale de Clinton. En mai 93, puis à nouveau en août, les Etats-Unis ont donc proposé leur "solution" au conflit des Balkans : l'utilisation de leur puissance de feu aérienne. C'est alors que la France et la Grande-Bretagne, c'est-à-dire les deux pays les plus engagés sur le terrain dans le cadre de la FORPRONU, ont refusé catégoriquement. C'était un véritable affront infligé à la puissance américaine et un sabotage en règle de sa diplomatie dont la préoccupation constante est de tenter de préserver le "leadership" US dans l'arène impérialiste mondiale. Qui plus est, à ce sabotage a activement participé le plus fidèle allié des USA, la Grande-Bretagne.

Dans ces circonstances, la Grande-Bretagne de Major et la France se retrouvent momentanément alliées pour tenter de barrer la route aux prétentions impérialistes de l'Allemagne en Eu-

rope, et aussi pour empêcher les USA de jouer un rôle direct dans cette partie de l'Europe.

Impuissants à défendre la Bosnie et discrédités par cet échec, les Etats-Unis ont entamé dès ce moment-là une contre-offensive à travers le Moyen-Orient, où ils sont parvenus à imposer le fameux "accord de paix" entre Israël et l'OLP du 13 septembre. En même temps, les USA n'ont pas renoncé à leur stratégie dans l'ex-Yougoslavie, et, en l'absence d'une possibilité d'initiative de leur part, ils ont continué à mettre de l'huile sur le feu, notamment en permettant la reconstitution d'une armée bosniaque forte de 200 000 hommes et en la dotant d'armes les plus modernes.

Depuis l'échec américain en Yougoslavie de l'été 93, l'Allemagne a continué à soutenir étroitement les actions des troupes régulières de l'armée croate, en Bosnie en particulier, tout en poursuivant une stratégie impérialiste plus globale, notamment avec la Turquie.

La France a d'abord misé sur son "alliance historique" avec la Serbie et maintenu sa volonté de jouer un rôle de premier plan dans la région en fournissant le contingent le plus nombreux des troupes de la FORPRONU (6000 hommes). Elle a ainsi cherché à neutraliser les forces bosniaques pour permettre à la Serbie d'engranger les fruits de ses conquêtes militaires, en se faisant le fervent défenseur d'un "plan de paix" avalisant globalement les avancées de l'armée serbe. Comme on l'a vu, cette position était aussi suivie par la Grande-Bretagne.

Cependant, deux facteurs nouveaux

de la situation vinrent progressivement remettre en question cette "solution" : le passage à l'offensive de l'armée bosniaque réorganisée par les USA, et la pression croissante de l'impérialisme russe par Serbie interposée.

L'entrée en scène de l'impérialisme russe

Le "coup de colère" du général français Cot et ses déclarations fracassantes sur la "nécessité de laisser l'initiative aux militaires sur le terrain" ont été les manifestations de l'affaiblissement des positions de la FORPRONU, prise sous le feu des Serbes et des Bosniaques, et surtout de la position militaire française de plus en plus réduite à un rôle de figurant. La France se trouvait menacée de disparaître de "la cour des grands". C'est pour cela qu'elle est montée en première ligne pour appeler à une intervention plus importante de l'ONU et mettre un terme au siège de Sarajevo. Dans un premier temps, la France a tenté de faire cavalier seul en défense de ses propres intérêts en réclamant une intervention aérienne de l'ONU contre tous les belligérants. Elle s'est alors heurtée à un veto des Etats-Unis : pas question de s'en prendre aux forces bosniaques, celles-ci étant en position "d'agressés"; les frappes aériennes ne pouvaient avoir pour cible que les batteries serbes. Dans un second temps, les Serbes se montrant plus empressés de se tourner vers le "patron russe" que vers la diplomatie ambiguë de la France, l'impérialisme français, abandonnant sa "proposition"

initiale, a été contraint de s'orienter vers un soutien aux Bosniaques. Ainsi, était scellé autour de la menace des frappes aériennes contre les Serbes, et de la volonté de marquer des limites aux prétentions de l'impérialisme russe, un spectaculaire retournement d'alliances de la bourgeoisie française.

L'élément majeur de l'évolution actuelle du conflit yougoslave est constituée par le resurgissement d'un nouveau larron impérialiste : la Russie. Si celle-ci a définitivement perdu son statut de "superpuissance", elle constitue encore une puissance diplomatique et militaire importante, dotée d'une très grande expérience, ce qui lui a permis de signer un coup de force en jouant un rôle de médiateur déterminant en Bosnie, à travers la pression amicale exercée sur son allié Serbe pour qu'il "desserre l'étau militaire" autour de Sarajevo.

Le renouveau de l'impérialisme russe vient modifier les termes des tensions impérialistes mondiales. En effet, les USA voient d'un mauvais oeil ce jeu de cavalier seul de la Russie alors que, depuis l'effondrement de l'URSS, celle-ci s'était alignée derrière eux sans broncher. La bouderie de la diplomatie russe qui pendant trois jours est restée injoignable par la Maison Blanche constituait déjà un signe des tensions entre ces deux pays. La récente affaire rendue publique d'un agent des services secrets américains travaillant pour le compte des Russes, et déjà identifié depuis six mois et probablement "gardé en réserve", témoigne de l'irritation américaine à l'encontre de la Russie.

De même les déclarations de l'ambassadeur américain à l'ONU, Albright (recueillies par Le Monde du 26/2/94), sont sans équivoque : il y a des limites pour les Russes à ne pas dépasser. Le retour de la menace russe au coeur de l'Europe explique également pourquoi la France et la Grande-Bretagne ont si rapidement changé d'attitude pour se ranger finalement derrière les USA, et intégrer leurs forces militaires aériennes affectées au conflit yougoslave dans le dispositif américain de l'OTAN. Quant à l'Allemagne, si le retour de la Russie constitue objectivement une menace pour elle, il constitue également une opportunité qu'elle pourrait être tentée de saisir pour peser d'avantage dans la situation mondiale, en particulier face aux USA. C'est le sens qu'il faut donner aux récentes déclarations de la diplomatie allemande, subitement devenues si compréhensives et bienveillantes à l'égard de la Russie.

Quelle que soit l'influence que ce retour de l'impérialisme russe va exercer sur le jeu des ententes entre grandes puissances, une chose est certaine, c'est que les tensions entre celles-ci auront des implications de plus en plus meurtrières pour les populations des zones d'influence qu'elles se disputent. Ainsi, loin d'avoir participé à apaiser la situation en Yougoslavie, la "victoire de la paix" à Sarajevo ne fait que préparer les conditions pour des tensions guerrières encore supérieures, y compris au coeur de l'Europe

25/02/94
MB

En reconstruisant la CEI L'IMPERIALISME RUSSE AFFIRME SES INTERETS

L'Etat russe est en passe de former autour de lui un nouvel empire en s'inféodant les républiques de la CEI. Depuis l'automne 1993, des signes incontestables s'accumulent dans ce sens. Et le spectaculaire coup diplomatique de Moscou dans l'affaire bosniaque atteste indéniablement des prétentions internationales. Il ne peut toutefois pas s'agir d'une renaissance de l'URSS. Les conditions spécifiques à la fois historiques et politiques qui avaient présidé à l'existence de l'Union Soviétique sont en effet à jamais révolues. Par contre, ce que prouve à son tour la Russie d'Eltsine et de Jirinowski, c'est que tout Etat, dans l'ère décadente du capitalisme mondial, développe inévitablement pour se survivre une tendance impérialiste. Chacun à son échelle, selon ses moyens, même si son économie est délabrée et si le chaos habite ses flancs, comme la Russie de 1994 en offre elle-même l'exemple. Les Occidentaux, tout en connaissant les limites qui s'opposent aujourd'hui à l'essor de l'impérialisme russe, n'en sous-estiment pas la réalité et s'en inquiètent. Y compris les Etats-Unis, qui ont fait de Moscou un partenaire privilégié.

La montée de l'hégémonie russe au sein de la CEI

Nous ne pourrions pas détailler ici l'analyse, mais quelques faits choisis

sont très parlants. D'abord celui-ci : à l'exception des trois pays baltes, qui ont acquis une situation à part, l'ensemble des républiques autrefois unies sous le drapeau soviétique a maintenant intégré le giron de la CEI. Derniers en date, l'Azerbaïdjan d'Aliiev l'a fait le 22 septembre 1993 et la Géorgie de Chevarnadze le 8 octobre. Ce n'est pas le moindre symbole de la tendance que le ralliement ultime de ces deux Etats, qui, dès avant la formation de la Communauté en 1991 et jusqu'à une date récente, manifestaient publiquement une nette inclination à prendre des distances avec leurs ex-partenaires soviétiques. Par exemple, avant qu'Aliiev n'arrive (en fait ne revienne) au pouvoir à Bakou en août de l'an passé, le président Eltchibey ne cachait guère sa visée de rapprocher l'Azerbaïdjan de la Turquie.

En faisant le voyage de Moscou pour venir signer sous le regard d'Eltsine l'acte d'adhésion à la CEI, les deux hommes de Bakou et de Tbilissi ont bien illustré sous l'égide de qui s'est accomplie la pression en faveur de l'intégration. Mais la poussée hégémonique de la Russie au sein de la Communauté se lit sans doute de manière encore plus claire dans la question de l'Ukraine. Bien que membre pionnier de la CEI, cet Etat, on le sait, a fait montre depuis l'origine d'une très virulente opposition à Moscou. Si venimeuse même que, pendant longtemps, il fut possible de tracer la perspective

d'une guerre entre les deux Etats slaves, provoquée par trois litiges aigus : la souveraineté sur la Crimée, le sort des unités de l'ex-flotte soviétique en mer Noire et les prérogatives sur les armements nucléaires stratégiques basés par l'ancienne Armée rouge en territoire ukrainien. Sur deux de ces plans, la reculade de Kiev face à Moscou dès le début de l'été précédent est des plus significatives : en juin 1993, l'Ukraine de Kravchouk accordait un statut d'autonomie spéciale à la Crimée (lequel peut demain se transformer en indépendance pure et simple puisque c'est un candidat nationaliste russe, Mechkov, qui a emporté l'élection présidentielle locale en janvier 1994) ; le même mois, le numéro un ukrainien signait avec Eltsine, sous les auspices de Clinton, un accord - avec des conditions spéciales, certes - engageant son pays à se séparer de son armement nucléaire (voir "RI" n° 231). Comme la Biélorussie peu avant elle et bien après le Kazakhstan, les deux autres Etats héritiers, en dehors de la Russie, du feu atomique de l'URSS, l'Ukraine a reconnu implicitement la nécessité d'un commandement des forces armées de la CEI unifié et assuré pour l'essentiel par les cadres militaires russes.

Pourquoi ces succès de la Russie ?

Dans maints Etats de la Communauté, Moscou a renforcé son emprise politique au cours de la demi-année anté-

rieure (tandis qu'elle a également réussi à ramener peu ou prou à la raison les indépendantistes tatars ou tchéchènes au sein même de la fédération russe). Cela y compris par une manipulation - notamment en Azerbaïdjan et en Géorgie - de la guerre de clans qui déchire les fractions bourgeoises autochtones. La Russie, presque partout, peut à présent compter avec des dirigeants locaux beaucoup plus conciliants par rapport à son dessein d'hégémonie.

Bien entendu, ce n'est pas véritablement de leur plein gré que les chefs des républiques de la CEI passent ainsi sous les fourches caudines russes. Les y a forcés l'état critique de leurs économies respectives, plus sinistrées encore que celle de la Russie. L'Ukraine, par exemple, proche de la banqueroute totale, se trouve doré et déjà incapable de payer à ses partenaires communautaires (dont la Russie) le gaz naturel qu'ils lui fournissent. La monnaie d'échange qui lui reste réside dans la vente de ses armes. Par ailleurs, la fédération russe demeure pour un grand nombre de membres de la CEI le principal sinon l'unique débouché commercial (d'autant plus que le trafic des marchandises et des matières premières peut difficilement éviter de transiter par le réseau ferroviaire ou les oléoducs russes). Tout cela tend à mettre les républiques « indépendantes » à la disposition de Moscou et celui-ci ne se prive évidemment pas d'en jouer pour asseoir sa domination.

(SUITE PAGE 5)

Afrique

LA "DEVALUATION" DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Le continent africain s'enfoncé inexorablement dans la spirale de la barbarie, en proie à une décomposition grandissante qui se vérifie chaque jour, de conflits barbares en famines répétées. La situation sur tout ce continent ne fait que montrer au quotidien l'avenir qu'offre le capitalisme pour des millions d'êtres humains. Affrontements meurtriers au Rwanda, faisant 50 morts et des dizaines de blessés après l'assassinat du ministre des Travaux Publics ; conflits frontaliers entre le Cameroun et le Nigeria ; poursuite de la guerre en Angola ; et la liste n'est pas exhaustive. Aujourd'hui, la dévaluation du Franc CFA, entérinée de concert par le F.M.I. et l'Etat français, est une concrétisation supplémentaire de la poursuite d'un chaos encore plus grand sur tout ce continent.

Tout le discours déjà dévalué des bourgeois sur "la solidarité internationale", "l'esprit de coopération", et "l'aide aux pays en voie de développement", particulièrement mis en avant par l'Etat français, vient de se prendre une giflette monumentale avec l'annonce de la dévaluation de 50 % du Franc CFA et ses conséquences dramatiques. Au Sénégal, par exemple, la hausse de 20 à 33% des prix des denrées de base, comme le riz, la farine, le sucre, l'huile et le lait, a entraîné des violents affrontements à Dakar faisant six morts et des dizaines de blessés. Idem pour les prix de l'électricité, du gaz, des carburants et des transports. Comme ironise un chômeur sénégalais : "Y'a pas l'argent! Y'a pas de nerf! Je suis dévalué, on est tous dévalués. Même avant les augmentations, on ne pouvait pas payer".

En Centrafrique, où les salaires des fonctionnaires sont bloqués depuis dix ans, les prix des produits importés ont augmenté de 60 à 120%.

Le commencement de la fin pour le "pré carré" français

En instituant en 1948 le franc "CFA" (Colonies Françaises d'Afrique, puis Communauté financière Africaine et

Russie (Suite de la page 4)

D'un autre côté, il y a le caractère inextricable des conflits ethniques ou nationalistes qui convulsent les pays membres de la CEI. Que ce soit au Tadjikistan ou au Kirghizistan mais surtout en Azerbaïdjan (la guerre interminable dans le Haut-Karabach) et en Géorgie (Abkhazie, Ossétie) sans oublier la Moldavie (Dniestr et Gagaouzie), les chefs d'Etats n'ont plus guère un autre choix qu'appeler le secours de l'armée de la Communauté (c'est-à-dire russe en l'état des choses actuelles) pour espérer contenir le chaos.

Cette avancée impérialiste de Moscou sur tout le territoire de l'ex-Union Soviétique ne laisse pas d'interpeller les Occidentaux. Ni l'Allemagne, ni la France, par exemple, ne voient d'un œil tranquille le contrôle qu'est en voie de réaliser Moscou de toute la région caucasienne. Cela rapproche en effet les positions russes de la Méditerranée, zone des plus stratégiques. Ce n'est pas un hasard si, à l'époque même où l'Ukraine signait l'accord de désarmement en faveur de son grand voisin, la chancellerie allemande, adressait à la Russie un ferme message de mise en garde contre l'expansion de sa zone d'influence vers l'ouest. Par ailleurs, si le monde occidental ne peut qu'apprécier la formation d'un pouvoir central dans la CEI, plus apte à freiner ses tendances au chaos et garant des armes nucléaires, la nouvelle affirmation impérialiste russe ne peut qu'introduire des complications dans le jeu déjà très conflictuel des grandes puissances (voir l'article ci-dessus). Avec toutes les menaces guerrières que cela implique.

Sonia.

Coopération financière Africaine), lié d'une manière directe au Franc métropolitain et concernant 14 pays, l'Etat français se permettait de maintenir sous sa coupe toute l'économie de ces pays, préservant ainsi l'héritage de la période coloniale et instaurant une "chasse gardée" et un marché protégé pour mieux exploiter richesses naturelles et matières premières et y écouler ses propres marchandises.

Mais, un autre aspect, et non des

moindres, a été que cette domination impérialiste de la France sur ses ex-colonies a permis de contenir après-guerre toute la pression impérialiste soviétique. La France jouait ainsi, pour le compte du bloc occidental, le rôle du gendarme face aux velléités du bloc soviétique adverse sur la région.

Depuis, l'eau a coulé sous les ponts. La crise a exercé ses ravages, en Afrique comme partout, donnant libre cours à la concurrence et aux appétits impérialistes des anciens alliés occidentaux devenus rivaux, la décomposition et le chacun pour soi ont donné lieu à une instabilité grandissante. Les différentes cliques bourgeoises de ces pays ont d'ailleurs un peu partout rué dans les brancards en cherchant chacune à faire valoir leurs intérêts.

La dévaluation du Franc CFA n'est que la démonstration sur tous les plans de la poursuite de ce chaos, de l'incapacité à trouver une solution à la crise

en Afrique, vitrine caricaturale de la crise généralisée, de cette concurrence ouverte entre la France et ses anciens alliés, principalement les USA. Cette mesure planifiée et négociée déjà depuis des mois entre le F.M.I., la Banque Mondiale et l'Etat français est d'ailleurs une démonstration supplémentaire et d'envergure de cette confrontation.

L'impérialisme US en première ligne

Alors que la "zone Franc" a pu permettre à l'économie française, pendant toute la période d'après-guerre, un pillage en règle de toutes les matières premières du sol et du sous-sol de cette région, et constituer le pré carré pour de multiples entreprises nationales en quasi monopole, la situation de crise, l'effondrement des cours des matières premières (cacao, coton, café, caoutchouc, pétrole...) les rivalités intestines, ont con-

duit à des caricatures d'économie pour des pays de plus en plus insolubles, écrasés sous les dettes, rongés par la corruption et la décomposition. Contre-coup: cela fait maintenant des années que la France maintient à bout de bras des Etats exsangues, en payant purement et simplement la plupart des fonctionnaires de cette région, comblant les trous des budgets, tout cela pour sauvegarder un minimum de stabilité et d'organisation pour la défense de ses intérêts. Seulement, voilà, le bas de laine s'amenuise, l'économie s'essouffle en France même. De plus, la pression des bourgeoisies plus solides -allemande, japonaise et surtout américaine- appuie d'autant plus où ça fait mal pour faire éclater le carcan de la zone Franc, considéré comme anachronique depuis des années, et qu'ils ont contribué à saper en permanence pour faire valoir leurs propres intérêts. Cette dévaluation, malgré les tentatives pour la faire apparaître comme le fruit d'une concertation responsable entre F.M.I., Banque Mondiale et Etat français (voire même de la faire passer pour "la décision souveraine de nos partenaires africains", dit le ministre français de la coopération) n'est que la concrétisation du diktat américain face à l'impérialisme de seconde zone français.

Ceci n'est qu'une étape supplémentaire dans la rivalité de plus en plus ouverte entre France et USA sur le continent africain. Depuis des mois, les instances financières internationales, F.M.I. ou Banque Mondiale, ont su assurer un chantage en bonne et due forme pour contraindre la France à perdre un des principaux bastions de sa domination. F.M.I. et Banque Mondiale souhaitaient d'ailleurs une dévaluation plus radicale de 100% et ces dernières semaines ont vu la France essayer d'arrondir les angles et négocier le pourcentage, bref, sauver ce qui pouvait l'être, et qu'émanciper quelques mesures d'accompagnement à ce "tremblement de terre": réduction de la dette extérieure de ces pays libellée en Francs français et donc augmentée de moitié, subventions aux produits de première nécessité importés...

Foutaises! passées quelques semaines, corruption et chaos aidant, c'est un niveau de vie en chute libre qui attend une population africaine déjà sous-alimentée, particulièrement dans les zones urbaines confrontées au chômage et aux pénuries alimentaires. La poursuite des émeutes et des révoltes ne peut que se concrétiser davantage, en sachant que face à cette population où le prolétariat reste faible, les bourgeoisies locales savent faire parler la poudre.

C'est particulièrement aussi le début de la fin pour l'impérialisme français qui subit les assauts répétés de l'impérialisme US sur toute ses dernières zones d'influence historique en Afrique. Du Cameroun à l'Algérie, l'Etat français est mis à mal et le sera toujours davantage. C'est une fragilisation économique et politique qui est inéluctable que le prolétariat en France sera appelé à payer également.

oOo

Les conséquences économiques catastrophiques d'une telle dévaluation, et les raisons véritables de cette mesure où se jouent des intérêts vitaux pour les différents vautours impérialistes, montrent qu'il n'y a pas d'illusion à se faire: le capitalisme en décomposition n'a que toujours plus de misère et de barbarie à offrir aux prolétaires et aux populations locales.

Algérie

Armée, FIS, FLN

ILS FONT TOUS REGNER LA TERREUR

L'armée a finalement décidé de gérer directement les affaires de l'Etat algérien, en la personne du général Zéroual, ministre de la Défense. Jusqu'à maintenant elle se cachait derrière le Haut Conseil de Sécurité (le fameux HCS) qui n'était en fait que l'émanation de l'institution militaire. Elle occupe désormais, pour le meilleur et pour le pire, la scène politique, et ne cherche plus à s'abriter derrière des paravents.

En effet, la "Conférence nationale" des 25 et 26 janvier, dont devaient sortir de nouvelles institutions consensuellement acceptées par la société civile et militaire algérienne, fut un fiasco total. Les principaux partis l'ont boycottée et Bouteflika (ancien ministre des Affaires Etrangères sous Boumédiène), l'homme qui semblait faire consensus au sein de l'armée pour occuper les fonctions présidentielles s'est retiré au dernier moment. La nomination du ministre de la Défense à la tête de l'Etat pour trois ans, apparaît comme un compromis entre les différents clans de la hiérarchie militaire du pays. Un compromis qui reflète l'instabilité, le renversement des alliances et des rapports de force au sein de l'armée, car la situation restait incisée à quelques jours de la conférence. Son remplacement au sein de l'état major posait problème. Faute d'accord, Zéroual cumule les deux postes.

Le chaos se développe

Il ne se passe pas un jour sans qu'une femme ou un homme ne soit abattu. Non seulement la guerre civile s'amplifie, mais les dissensions au sein des principales fractions en guerre (le FIS et l'armée) n'autorisent aucune solution fiable pour la bourgeoisie. Depuis l'emprisonnement de ses deux principaux dirigeants (Abassi Madani et Ali Belhadj) et malgré la libération récente de Ali Djeddi, un de ses membres fondateurs, le FIS a éclaté en une multitude de groupuscules qui se disputent la direction du mouvement islamique. A côté du FIS morcelé, on trouve d'autres petits groupes armés, issus généralement de la "mouvance afghane" (les anciens d'Afghanistan). Récemment la tentative de constitution d'un "conseil suprême des forces armées islamiques" a donné lieu à de sanglantes luttes entre cliques islamiques. Le dimanche 6

février le GIA (groupe islamique armé) déclare avoir exécuté 70 membres d'un groupe rival accusé de vouloir collaborer avec le régime. Quant aux affrontements entre l'armée et les groupes islamiques, sans parler des provocations commises par les services officiels algériens, le chiffre de 3 500 morts en deux ans est souvent avancé. Un exemple significatif montre l'ampleur de la barbarie: le 18 décembre dernier, dans la willaya de Tiaret, 150 militaires ont été liquidés dans une bataille sanglante avec les islamiques, comme le révèle aussi les attentats islamiques aveugles dont les civils font les frais comme le 9 février où deux fillettes ont été tuées. Depuis le 11 février, 20 civils et militaires ont été tués ainsi que 42 islamistes. L'armée, quant à elle, n'est pas en reste. Emprisonnements arbitraires, tortures ou opérations coup de poing dans les quartiers populaires sont le lot de la population.

Mais il serait déroutant de ne voir dans la barbarie que la barbarie. La situation que subit en premier lieu la population algérienne ne peut que rappeler celle qu'elle a connue il y a plus de trente ans durant la "guerre de libération nationale".

Les luttes sanglantes entre cliques islamiques ne peuvent que nous rappeler les mêmes affrontements meurtriers entre les différents mouvements de libération, le Mouvement Nationaliste Algérien, et le Front de Libération Nationale qui se soldèrent par des milliers de morts. Ainsi, en mai 1957, le F.L.N. massacra 315 militants du MAN à Mélouza (Cf. Le Monde, "Dossier et Documents", Octobre 92) et les affrontements sur le territoire français pour le contrôle et le racket sur la population algérienne immigrée firent plus de morts que les ratonnades de la police de l'époque. Quant au recours aux attentats qu'utilise le FIS, ce n'est qu'une pâle copie des méthodes que pratiqua le F.L.N. dans sa lutte contre les Français dans les années 50. Le quadrillage policier par l'armée des villes algériennes et la terreur qu'elle fait régner, n'a rien à envier à celui qu'opéraient les militaires sous le commandement du général Massu. L'Algérie vit depuis environ deux ans en état d'urgence, renforcé par un couvre-feu de 23h 30 à 4h 30. De nouveau, le cauchemar recommence, et la classe ouvrière doit tirer des enseigne-

ments de cette barbarie. Quant à ceux qui dénoncent les islamiques comme l'ennemi principal, la gauche et les gauchistes, ils essaient de nous faire oublier qu'ils "portaient les valises" des tueurs du F.L.N. Voilà où a mené la "lutte de libération nationale". Tous les protagonistes du chaos actuel sont issus du F.L.N., les chefs militaires mais aussi le principal responsable islamique, Abassi Madani.

Quant à la situation quotidienne de la classe ouvrière algérienne, elle est catastrophique: 25 à 30% de la population active est au chômage, la pénurie des produits alimentaires de base est un souci quotidien, le manque de logements est dramatique et signe la faillite du "socialisme algérien" vanté par la gauche française dans les années 60. La classe ouvrière est prise en étau entre le FIS et les autorités étatiques, comme en témoigne par exemple le chantage exercé sur les agents du fisc, qui se voient "conseiller" par le FIS, sous peine de mort, de ne pas se présenter à leur travail et qui se trouvent "relevés" de leur emploi par l'Etat s'ils cèdent à la menace.

Derrière le chaos, les rivalités impérialistes

La situation géographique de l'Algérie au bord de la Méditerranée et le développement du chaos aux portes de la France ne peuvent qu'affoler l'impérialisme français qui se sent menacé dans une de ses dernières chasses gardées, tandis que les Etats-Unis voit d'un bon œil le chaos se développer dans cette partie de l'Afrique.

Ainsi Pasqua, avance le chiffre de 300 000 algériens qui risquent à court terme de débarquer en France fuyant les combats, tandis que Juppé, ministre des Affaires Etrangères, fait savoir que "la France n'est ni la Russie ni l'Italie, elle a des responsabilités en Algérie".

Sur le terrain des luttes de cliques, attisées par divers vautours impérialistes, la classe ouvrière à évidemment tout à perdre. En se laissant embrigader derrière de faux choix, elle laisserait les mains libres à la bourgeoisie pour accentuer la misère et la répression et ne pourrait, une fois de plus, que payer le prix du sang.

26/2/94 Yannis

"Le Prolétaire" et la question nationale

LE PCI (PROGRAMME) S'ENFONCE DANS L'OPPORTUNISME

"L'accord Israël-OLP ne mettra fin ni à l'oppression ni à la révolte contre celle-ci", titre "Le Prolétaire" n°423 d'octobre 1993, avant de consacrer plus d'une page à l'événement.

Vu l'ampleur du battage bourgeois auquel nous avons eu droit cet automne, c'était la moindre des choses, pour des révolutionnaires, d'affirmer que, pour les populations concernées, il ne sortira ni "paix", ni soulagement à leur misère du compromis entre canailles bourgeoises que constitue l'accord en question. Hélas, là n'est pas l'objet véritable du discours du PCI. On chercherait en vain, dans sa prise de position, la moindre dénonciation de l'énorme mensonge d'une prétendue "paix" dans le capitalisme, et encore moins une claire mise en lumière des rivalités impérialistes entre grandes puissances qui ont déterminé depuis plus de 40 ans la permanence de la guerre dans cette région du monde. Au lieu de cela, les deux articles que consacre le PCI à la question - et dont le second engage le fer contre les prétendus "penchants sionistes" de l'organisation trotskiste "Lutte Ouvrière" - ne nous servent malheureusement qu'une resucée plus indigeste que jamais de l'habituelle bouillie bordiguiste sur les questions nationales et "coloniales".

Les graves incompréhensions du PCI sur la question nationale

On y apprend ainsi que la trajectoire de l'OLP, "née dans la chaleur de la lutte anti-coloniale et donc, selon le marxisme, de nature bourgeoise, mais néanmoins révolutionnaire", serait celle d'un abandon progressif de "ses dernières vellétés de bousculer l'ordre impérialiste fermement établi" pour finir par en être "réduite à mendier l'aumône d'un petit bout de territoire où installer son Etat croupion". Bref, le PCI nous ressort sa théorie fumeuse du "cycle révolutionnaire bourgeois", dont le nationalisme palestinien aurait été "l'une des plus tardives manifestations", cycle dont le PCI évoque depuis près de 20 ans la "fermeture", sans qu'on sache jamais trop si cette fermeture est achevée, imminente ou en train de se faire. La vérité étant que ce flou artistique ne sert depuis longtemps chez les camarades du PCI qu'à justifier leur opportunisme crasse sur la question nationale.

Ce coup-ci, c'est la signature de l'accord israélo-palestinien qui viendrait faire une nouvelle preuve de cette "fermeture". Tout laisse malheureusement penser, dans la mesure où "le Prolétaire" voit dans cette "ébauche d'acception par Israël d'un mini-Etat palestinien" quelque chose comme "la meilleure solution pour assurer l'ordre contre-révolutionnaire", qu'au fond le PCI déplore bien de voir prendre fin, si lamentablement, son fameux "cycle révolutionnaire bourgeois".

Car de quelle "contre-révolution" veut parler le PCI? S'il est parfaitement exact de montrer que "l'autonomie" accordée à Gaza et Jericho ne fera de ses territoires que des "bantoustans" à la sud-africaine (1), cela n'est pas plus une manifestation contre-révolutionnaire que ne l'était l'embrigadement quarante ans durant des populations et surtout des ouvriers de ces zones derrière le nationalisme palestinien et la haine de leurs frères de classe juifs, et leur fourvoiement au prix du sang sur le terrain interclassiste et sans perspective de l'intifada.

Or, le PCI se garde bien d'être clair là dessus. S'il dénonce l'OLP, s'il prétend même dénoncer le "rôle du nationalisme palestinien comme diversion et

antidote à la lutte de classe" (2), il entretient en permanence l'ambiguïté sur ce que doit être la position du prolétariat sur la question nationale. Ce n'est pas par hasard si le PCI parle plus volontiers d'"oppression" que d'"exploitation" et s'il confond allègrement "révolte des masses palestiniennes contre l'oppression coloniale" et lutte du prolétariat sur son terrain de classe.

Le PCI "à la remorque" de LO

Mais là où l'opportunisme du PCI apparaît dans toute sa splendeur c'est dans la "polémique" qu'il engage dans le même numéro, sous le titre "Lutte Ouvrière à la remorque du sionisme", contre le groupe trotskiste du même nom.

Nous avons déjà évoqué (cf "RI" n°228) l'attitude des plus opportunistes du PCI vis-à-vis de ce groupe bourgeois. Cette fois, le contenu même de ses critiques à LO témoigne hélas encore plus clairement de cette tendance opportuniste.

"On chercherait en vain dans les articles de Lutte Ouvrière, nous dit le PCI, une dénonciation claire de cet accord" en reprochant à l'organe trotskiste d'y voir "un faible espoir pour le peuple palestinien". Le PCI, lui, y voit sans doute -sans le dire vraiment- une défaite pour les "masses palestiniennes"? Car finalement ce que le PCI reproche aux gens de LO, c'est de ne pas

suffisamment dénoncer, dans l'affaire de l'accord israélo-palestinien, l'ennemi "principal", en l'occurrence l'Etat israélien, présenté comme l'incarnation même de l'impérialisme et de la réaction, alors que cette vision est - par excellence - celle qui caractérise depuis toujours tous les groupes gauchistes, LO y compris.

Pour mieux masquer ses concessions aux positions contre-révolutionnaires classiques du gauchisme, la parade qu'a trouvée le PCI, c'est de prêter à ce dernier d'autres positions que celles auxquelles il emboîte le pas. A la véritable dénonciation de classe des positions bourgeoises trotskistes qui consistent, dans la guerre impérialiste, à appeler les prolétaires à choisir un camp impérialiste contre l'autre, le PCI substitue une critique qui reste sur le même terrain bourgeois en reprochant aux gens de LO de ne pas soutenir le bon camp!

C'est ainsi qu'on retrouve dans le ton du PCI la même vision de l'impérialisme à sens unique qui a fait les grandes heures des groupes gauchistes à l'époque de la guerre du Golfe : d'un côté le camp de l'impérialisme, représenté par les USA, les puissances européennes et Israël, de l'autre le "pauvre" peuple irakien... Le PCI fait la même chose lorsqu'il parle de l'impérialisme et son valet Israël d'un côté, et de l'autre des "masses palestiniennes, en "oubliant" que le nationa-

lisme palestinien n'a pas été autre chose durant des décennies que le fer de lance de l'impérialisme russe dans la région et qu'il n'a jamais cessé d'être autre chose qu'une force tout aussi réactionnaire et impérialiste que l'Etat juif.

Le PCI révèle bien ici son incapacité indéfectible à reconnaître ce que le marxisme a déjà mis en évidence il y a 80 ans, à savoir que tous les Etats, du plus petit au plus grand, qu'il s'agisse des grandes puissances mondiales ou du proto-Etat palestinien, sont également réactionnaires et impérialistes dans le capitalisme décadent et que tout mouvement de libération nationale a définitivement cessé d'avoir le moindre caractère progressiste, chose que l'histoire a amplement confirmée depuis.

Il faut être clair, camarades du PCI, soit vous vous réclamez de la "dénonciation du rôle du nationalisme palestinien comme diversion et antidote à la lutte de classe", soit vous estimez que "pour les travailleurs et les masses palestiniennes, les problèmes à résoudre sont d'abord politiques : lutte contre l'oppression nationale et coloniale israélienne, lutte contre l'exploitation capitaliste des bourgeois juifs, palestiniens, arabes", en persistant ainsi à présenter la lutte nationale comme une "étape" ou un "moyen" de la lutte pour l'émancipation du prolétariat.

Pour finir, nous dit le PCI, "l'abandon par l'OLP de ses dernières attitudes

combatives pour se consacrer à un rôle de garde-chiourme qui est la conséquence directe de cet accord, va faciliter la lutte politique pour l'organisation de classe des prolétaires palestiniens à condition qu'ils évitent le piège constitué par l'islamisme et les nationalistes "radicaux" "

En tout cas, ce ne sont pas les mots d'ordre du PCI qui vont "faciliter" le développement de la lutte de la classe ouvrière sur son terrain au Moyen-Orient!

Les camarades du PCI montrent qu'ils n'ont pas tiré pleinement les leçons de la grave crise qui a vu éclater leur groupe en 1982, les nouvelles concessions au gauchisme qu'ils révèlent aujourd'hui sont extrêmement inquiétantes pour le mouvement prolétarien.

PE

(1) Voir notre prise de position sur cet accord dans "RI" n°227 (octobre 1993)

(2) "Points de repère sur la question palestinienne" (Le Prolétaire n°401) cité dans le même article. Cette prise de position semblait d'ailleurs à l'époque marquer un renouveau salutaire de la part d'un groupe qui, quelques années auparavant (1980-1981), avait pu écrire : "la revendication nationale n'est pas un fin en soi, mais un levier de la lutte du prolétariat pour son émancipation internationale du capitalisme", témoignant alors d'une dérive gauchiste que le PCI allait payer très cher en 1982 en explosant littéralement et en donnant naissance à un avorton carrément bourgeois : El Oumami.

A propos du livre de Max Gallo sur Rosa Luxemburg NON A LA FALSIFICATION BOURGEOISE !

Il y a 75 ans, la grande militante révolutionnaire Rosa Luxemburg était assassinée le 15 janvier 1919 par la soldatesque aux ordres des "social-chauvins" Ebert, Scheidemann et Noske. Après l'effondrement économique et idéologique du bloc de l'Est tous les plumitifs bourgeois se sont rués sur la dépouille de ce qu'ils nomment à dessein "la faillite du communisme". En 1989, Lénine fût décrété "le mort de l'année". En France, la tâche de profaneur de sépulture fût confiée à un des porte-paroles des gouvernements de nos exploitateurs mitterrandistes, le plumitif Max Gallo. Il s'est acquitté de sa besogne en 1992.

En fait, le croque-mort Gallo n'y va pas par quatre chemins. Les insultes pleuvent à chaque page : "petite fille de la bourgeoisie...néglige père et mère...intellectuelle carriériste...amie de Lénine (sic!)...tacticienne cynique...calculatrice...ambitieuse...mystique...juive...politicienne...fanatique, etc."

En vérité, l'ordonnement du livre apparaît gros comme une maison, il s'articule autour des poncifs les plus éculés des campagnes permanentes de l'Etat bourgeois contre le militantisme révolutionnaire. Nous en décomptons les cinq principaux : les révolutionnaires veulent détruire la nation ; leurs organisations ne fonctionnent que sur la base de manipulations de pouvoir ; ils méprisent la classe ouvrière ; ce ne sont que des "rebelle" fanatiques ; enfin leur combat c'est du vent.

Commençons donc par la première affirmation, d'autant qu'elle est la seule vraie. C'est vrai que Rosa est la plus claire au début du siècle dans le mouvement ouvrier sur la question de la nation. Le larbin Gallo commence donc

par là, et il y reviendra même constamment, avec ce galant antisémitisme de gauche qui lui fait rappeler à chaque page que Rosa était juive (donc apatride !). Rosa, cette "déracinée polonaise" était par conséquent "inconsciente" : "Il est vrai que la nation était le trou noir de la pensée de Rosa. Elle n'en mesurait pas l'importance, elle la refusait plutôt, craignant toutes les violences, les passions qu'entraînent le nationalisme et le chauvinisme... internationaliste elle était".

Gallo ne craint pas lui toutes les violences nationalistes puisqu'il a couvert les exactions militaires en Afrique de son gouvernement et que ce n'est que quelques semaines après le début de la guerre du Golfe qu'il s'est discrètement éclipsé avec son compère Chevènement sur une base pacifiste.

Pour dénigrer les révolutionnaires aujourd'hui, il faut commencer par démolir le passé organisationnel dont ils se réclament, et par extension toute idée d'organisation honnête du prolétariat par lui-même. Gallo s'en prend donc à la II^e Internationale. Avec ses lunettes bourgeoises, il entreprend de nous décrire le carriérisme de Rosa, lorsqu'elle arrive à Berlin pour militer dans le parti social-démocrate allemand : "Elle agissait donc avec prudence, soucieuse de faire connaître ses idées aux ouvriers polonais, mais aussi de conquérir vite une audience dans le parti allemand...pour sa carrière future...froideur pour manipuler ceux qui lui sont utiles...elle a compris comment elle doit se faire valoir, utiliser les relations personnelles, le réseau des amitiés, les journaux..." Si les révolutionnaires, comme on l'a compris, ne sont que des "arrivistes", c'est pour cette simple raison qu'ils n'ont que faire des masses qu'ils appellent à faire la révolution, et juste pour s'en servir de masse de manoeuvres : "Jamais elle ne

semblait se poser la question de savoir ce que voulaient vraiment les "masses", qu'elles représentaient le mieux, Bebel ou elle, Rosa, juive (sic), polonaise, exigeante, passionnée ?". Gallo se livre à un nouveau passe-passe à la façon grossière des staliniciens.

Une telle présentation est une nouvelle grossière injure à la mémoire de Rosa qui n'a jamais eu d'autre souci que l'expression des masses par elles-mêmes comme les communards, comme Lénine. C'est Rosa qui dénonce les syndicats va-t-en-guerre. C'est Gallo qui collabore avec la CGT. C'est Rosa qui dénonce les partis qui veulent détruire les conseils ouvriers. C'est Gallo qui veut que les ouvriers votent pour les clans de gauche au pouvoir, et qu'ils se taisent pendant la législature bourgeoise!

Pauvres révolutionnaires qui se réclament d'une telle "bonne femme" ! Ainsi donc, bien que la jaquette du livre ait assuré que Rosa avait raison, Gallo a fait tous ses efforts pour nous montrer qu'elle avait... tort. Son livre est donc un attrape-nigaud. La camelote à l'intérieur n'a rien à voir avec ce que tous les ouvriers conscients pensent à la lecture des textes de Rosa : oui elle avait raison, oui elle a encore raison. Et c'est pour cela que Gallo ne peut clore son virulent pamphlet bourgeois, qui n'est pas pire que les saloperies déversées par la canaille bourgeoise à Berlin dans les journées de janvier 19, qu'en étant plus odieuse encore : "Si elle lançait : 'Clouez Spartacus sur la croix!', c'est qu'elle était prête à être crucifiée et qu'elle recherchait même ce martyre". Selon Gallo Rosa Luxemburg s'est donc fracassé le crâne contre les crosses de la soldatesque "socialiste" ! Il montre qu'il fait partie lui aussi de nos modernes "chiens sanglants" (le qualificatif que se donnait lui-même Ebert).

Damien

CHOMAGE (suite de la page 8)

unifier les différents foyers de lutte en mettant en avant des revendications communes à tous.

C'est dans cette dynamique vers l'unité la plus large possible que les ouvriers actifs pourront intégrer les chômeurs à leur combat. Ils doivent sortir dans la rue pour aller à la rencontre des chômeurs en envoyant des délégations massives dans les quartiers ouvriers, aux portes des ANPE, dans les associations et les comités de chômeurs. Ils doivent faire leurs revendications des ouvriers au chômage, les appeler à participer aux assemblées générales, aux manifestations des actifs afin de les entraîner dans un seul et même mouvement de toute la classe ouvrière.

Pour pouvoir lutter efficacement, les ouvriers n'ont aujourd'hui pas d'autre choix que de prendre eux-mêmes en charge la direction de leurs combats. Car ils ne peuvent compter ni sur les syndicats, ni sur leurs appendices gauchistes pour défendre leurs intérêts. Bien au contraire. S'en remettre à ces structures d'encadrement capitaliste, à ces spécialistes de la division et du sabotage organisé, reviendrait à déposer les armes entre les mains de l'ennemi de classe.

Il faut empêcher les syndicats de nous confisquer les armes de la lutte (assemblées générales et manifestations massives, comités de grève, comités de lutte, etc.). En particulier, les ouvriers auront à combattre toutes les tentatives de récupération des assemblées générales par les syndicats, en défendant la souveraineté de ces AG qui doivent rester ouvertes à tous, ouvriers actifs et au chômage.

C'est seulement en prenant confiance en eux-mêmes que les ouvriers pourront faire l'expérience de leur propre force en tant que classe. C'est seulement en développant cette unité entre tous les prolétaires, actifs ou au chômage, qu'ils pourront affronter efficacement l'Etat capitaliste.

RI

VIE DE L'ORGANISATION

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.

Pour une souscription minimum de 50F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé) nous enverrons 10 anciens numéros de RI ou 5 de la «Revue Internationale», ou des numéros encore disponibles du «Bulletin d'Etudes et de Discussions».

C. (Bondy) : 50, L. (Besançon) 123 Pierre, (Paris) : 150
Lille : Réunion publique du 19 février 1994 : SK : 50, S : 50, ST : 15, K : 15, Dx : 20, Sg : 20, F : 20.
Tours : Permanence du 12 février 1994 : GP : 100
TOTAL : 613

Courant Communiste International

les
syndicats
contre
la classe
ouvrière

15 F

Lisez

la Revue Internationale

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des réunions publiques et des permanences dans plusieurs villes.

Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de

points de vue, d'orientation et d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe. Alors que dans les réunions publiques, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les permanences, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

SUR LE THEME

DU GOLFE A LA YUGOSLAVIE : LE CAPITALISME, C'EST LA GUERRE

BORDEAUX

Réunion publique le samedi 26 mars à 20h30 à 16 h, au "Café des Arts", 138, cours Victor Hugo

CLERMONT-FERRAND

Permanence le deuxième mercredi de chaque mois à 18 heures, à la brasserie de la gare routière, Boulevard Gergovia

LILLE

Permanence le samedi 19 mars à 14h30, à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1^{er} et 3^e dimanches du mois de 11 h à 12 h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON

Permanence le vendredi 4 mars à 20h30, brasserie "Paulaner", rue de la Barre, métro Bellecour.
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi de chaque mois de 17 h 30 à 18 h 30.

MARSEILLE

Réunion publique le samedi 5 mars à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M^o Chartreux.

Permanence le mardi 29 mars de

18 h 30 à 19 h 30 au bar-tabac « La Comète », cours Jean-Ballard (M^o Vieux-Port).

Vente de la presse le samedi (même date que la RP) de 11 h à 12 h au marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Réunion publique le samedi 19 mars à 17 h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

Permanence les vendredis 4 mars et 1^{er} avril à 20 h 30, à la même adresse.

Vente de la presse à la station du tramway, place du commerce, tous les deuxièmes mardis du mois, de 17h15 à 18h.

PARIS

Réunion publique le samedi 12 mars de 18 à 21 h, au 27, avenue de Choisy, M^o Porte-de-Choisy.

Permanence le samedi 26 mars de 19h à 21h, salle 1, à la même adresse.

Vente de la presse au marché de

St-Denis (M^o St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30.

TOULOUSE

Réunion publique le vendredi 25 mars à 21 h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourguette, route de Seysses, Toulouse.

Permanence les vendredis 4 et 18 mars, à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 3 et 20 mars, de 11 h à 12 h, au marché aux Puces (place St-Sernin).

TOURS

Permanence le samedi 26 mars à 17 h au café-hôtel « Le Bordeaux », boulevard Heurteloup.

Vente de la presse tous les deuxièmes vendredis du mois de 10h30 à 11h30, au marché du Sanitas, place St-Paul. (2^eme vendredi du mois)

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les

comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS :
« Contact » - rue Lepneveu
BORDEAUX :
« Le Roi Lire » - rue S^{te}-Catherine
BREST :
« Maison de la Presse » - 64, rue Jean-Jaurès
CLERMONT-FERRAND :
« Le Papyvère » - 3, rue de l'Ente
Librairie « Jean-Rome » - 1, rue des Gras
« Maison de la Presse » - place de Jaude
DIEPPE :
« Maison de la Presse » - 102, Grande-Rue
DUNKERQUE :
« Maison de la Presse » - 34, rue Poincaré
GRENOBLE :
« Le Sphynx » - 6, rue Brocherie
« L'encre sympathique » - 6, rue Saint-Laurent
LAVAL :
« Point presse » - Centre C^{iel} La-

Mayenne
« Maison de la Presse » - place de La-Trémoille
LE HAVRE :
« Presse des Halles » - 27, place des Halles-Centrales
LILLE :
« Galerie » - 57, rue de Béthune
Café-restaurant « Le Rainbow » - 17, rue du M^o-de-Lattre-de-Tassigny
« Le Comte de Monte-Cristo » - Centre commercial V2, n^o 84, Villeneuve-d'Ascq
LYON :
« La Gryphe » - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)
« La Proue » - 15, rue Childebert (2^e)
MARSEILLE :
« Odeur du Temps » - 35, rue Pavillon (1^{er})
« Librairie des 2 Mondes » - 52, rue des Trois-Mages (6^e)
« Kiosque de la Presse » - 56, bd de Strasbourg (face aux Douanes)

MELUN :
« La Porte Ouverte » - 19, rue du G^{de}-Gaulle
MONTAUBAN :
« Maison de la Presse » - rue de la République
MONTPELLIER :
Tabac « Le Rallye » - 50, Bd du Jeu-de-Paume
Librairie « Sauramps-Le Triangle » - Allée J.-Milhaud
NANTES : « Vent d'Oues » - 5, pl. du Bon-Pasteur
« Lanoë » - 2, rue de Verdun
« Librairie des Boulevards » - 20, bd des Anglais
NICE :
« Le Temps de Vivre » - 50, bd de la Madelaine
ORLEANS :
« Temps Modernes » - rue N-D-de-la-Délivrance
PARIS : « L'Herbe Rouge » - 1 bis, rue d'Alésia (14^e)
« Parallèles » - 47, rue St-Honoré (1^{er})
« FNAC » - Forum des Halles (1^{er})

« La Boulangerie » - 67, rue de Bagnaux (Montrouge)
SAINT-ETIENNE :
« Librairie de Paris » - rue Michel-Rondet
« Utopia » - rue Pierre-Berard
SAINT-NAZAIRE :
« Le Temps de Vivre » - 71, rue Jean-Jaurès
TOULON :
« Hall de Presse » - bd M^o-Leclerc
TOULOUSE :
« Toulouse Presse » - 60, rue Bayard
« FNAC » - 81, bd Carnot
« Les Arcades » - place du Capitole
TOURS :
« Librairie » - 104, rue Colbert
DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.-Tautin - 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE
INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE
INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.
INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA
INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031 Stockholm - SUEDE
RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE
WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE
WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE
WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln, 41 - R.F.A.
REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE
COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde) (publication en langue Hindi)
Ecrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(12 numéros du journal) :
FRANCE : 100 F - ETRANGER : 100 F - PAR AVION : 120 F
ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la Revue internationale) :
FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F - PAR AVION : 90 F
ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 170 F - ETRANGER : 170 F - PAR AVION : 210 F
ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
-Revue internationale : abonnement à 2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.
ABONNEMENTS ET VERSEMENTS
par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :
R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS
à adresser à :
RI, BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure, soutien...)

Frais d'envoi : l'augmentation répétée des tarifs postaux nous oblige à revoir à la hausse les frais d'envoi de nos publications. Les deux chiffres indiqués ci-dessous correspondent respectivement à ces frais dans et hors CEE.

BROCHURES

Les syndicats contre la classe ouvrière (15 F + 8 F/18F pour frais d'envoi)
Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)
Le trotskysme contre la classe ouvrière (30 F + 8 F/18F)
Plateforme et Manifeste du C.C.I. (15 F + 8 F/18F)
Organisation communiste et conscience de classe (15 F + 8 F/18F)
La décadence du capitalisme (15 F + 8 F/18F)
L'Etat dans la période de transition (20 F + 8 F/18F)
Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88) (10 F + 8 F/18F)
Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)
La Gauche communiste d'Italie (80 F + 21 F/33F)
La Gauche hollandaise (120 F + 21 F/33F)
L'effondrement du stalinisme (20 F + 8 F/18F)
La Révolution russe (nouvelle édition) (15 F + 8 F/18F)

IL FAUT LUTTER TOUS UNIS, MAIS PAS DERRIERE LES SYNDICATS

La lutte contre le chômage, contre l'exclusion est devenue, avec l'aggravation de la crise, le credo de toute la bourgeoisie, de droite comme de gauche. De l'Abbé Pierre au Front National (dont le IXe congrès s'est tenu début février derrière le mot d'ordre "Nous sommes la seule espérance des exclus"), en passant par le PS, le PC et les différentes chapelles gauchistes, tout ce joli monde cherche aujourd'hui à faire croire aux ouvriers que le capitalisme peut encore leur offrir une vie décente. C'est encore derrière cette même mystification que les syndicats s'efforcent d'embrigader les prolétaires en organisant des parodies de lutte, des manifestations bidons et autres actions de protestation contre la misère et les licenciements. Ainsi, la CGT vient-elle de nous convier à une nouvelle balade sans lendemain en proposant à tous les travailleurs actifs, précaires ou au chômage, une grande "marche pour l'emploi" le 12 mars. Ce grand rassemblement "unitaire" n'est rien d'autre qu'une nouvelle farce qui ne vise qu'un seul

objectif : occuper tout le terrain de la lutte derrière des slogans démagogiques du style "réduction du temps de travail avec embauche", "augmentation des salaires pour relancer l'économie". Alors qu'avec l'effondrement irrémédiable de l'économie mondiale, les salaires ne cessent d'être amputés, et que les baisses du temps de travail s'accompagnent chaque jour de nouvelles suppressions d'emplois, de nouvelles charrettes de licenciements, on veut encore nous faire croire au Père Noël. En réalité, cette nouvelle gesticulation de la CGT ne sert qu'à récupérer la colère et l'inquiétude des ouvriers face au chômage. Parce que le chômage est aujourd'hui une attaque qui concerne tous les prolétaires, actifs ou sans emploi, il constitue un puissant facteur d'unification de la classe ouvrière. C'est bien pour cela que la bourgeoisie prend aujourd'hui les devants en remettant en selle ses syndicats, CGT en tête, pour encadrer et saboter toutes les tentatives des ouvriers de riposter de façon solidaire et unie contre la misère absolue et les licenciements.

De plus en plus d'ouvriers licenciés sont aujourd'hui réduits au désespoir, parce qu'ils ne trouvent plus les moyens de se loger, se vêtir, se nourrir, eux et leur famille. Ces prolétaires que le capitalisme a définitivement rejetés de la production viennent chaque jour grossir les rangs des indigents que la classe dominante, ses médias aux ordres et ses curés baptisent de "nouveaux pauvres", leur enlevant ainsi toute leur identité de classe afin de les séparer du reste de la classe ouvrière, de les isoler, et d'empêcher une lutte commune entre chômeurs et actifs.

De même, toute la bourgeoisie, à travers un matraquage médiatique permanent, cherche à culpabiliser les ouvriers au travail, à les opposer aux chômeurs en les présentant comme des privilégiés, dont l'égoïsme serait responsable de cette situation alors que c'est elle, la classe exploiteuse et son système en crise, qui sont les seuls responsables de la misère et du chômage.

Le chômage est une attaque contre toute la classe ouvrière

Le chômage n'est pas seulement une attaque que les ouvriers "actifs" redoutent pour l'avenir. Cette attaque, ils la subissent déjà dans la réalité quotidienne de toutes leurs conditions de vie. En effet, en plus des mesures de chômage technique de plus en plus fréquentes dans les entreprises en difficultés, c'est maintenant une généralisation du chômage partiel à toute la classe ouvrière que le gouvernement Balladur vient d'officialiser avec l'adoption de son plan "quinquennal pour l'emploi" (voir RI n°226).

Par ailleurs, l'ensemble de la classe ouvrière voit après chaque vague de licenciements, chaque nouvelle suppression d'emplois, ses conditions de travail empirer, notamment à travers les augmentations de cadences dues aux baisses d'effectifs.

Enfin, l'Etat ne se contente pas seulement de faire peser ainsi le poids du chômage sur le dos des travailleurs. Il exerce encore un chantage crapuleux sur les ouvriers en semant l'illusion que

s'ils acceptent les baisses de salaires sans broncher, ils pourront participer à améliorer la compétitivité de leur entreprise et donc s'éviter de nouvelles vagues de licenciements.

Et pour justifier de nouvelles baisses du salaire des ouvriers, au nom de la "solidarité" avec les chômeurs, la bourgeoisie nous sort aujourd'hui un nouveau lapin de son chapeau : le "partage du travail" qu'elle nous présente comme une solution au problème du chômage. En réalité, ce qu'on veut nous faire accepter, c'est le partage de la misère, la généralisation de la situation de chômeurs à tous les ouvriers.

Cette situation de misère croissante, la classe ouvrière ne peut continuer à la subir. Elle doit réagir, elle doit refuser de se laisser intimider et paralyser par l'ampleur des attaques qui lui sont portées. Elle ne doit pas accepter les licenciements comme une fatalité et encore moins s'imaginer qu'en supportant les sacrifices aujourd'hui, la situation économique va se redresser. Au contraire, accepter ces sacrifices non seulement ne résoudra pas la crise du capitalisme, mais c'est encore laisser les mains libres à la bourgeoisie pour cogner plus fort demain.

Face aux attaques du capital, et contre tous les discours mensongers de la bourgeoisie qui lui font miroiter la perspective illusoire d'une issue à la crise, la classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de reprendre le combat pour la défense de ses conditions de vie.

Face aux manoeuvres de la gauche et de syndicats, il faut lutter tous unis

Ce combat, la bourgeoisie sait que la classe ouvrière n'aura pas d'autre choix que de l'engager. C'est pour cela qu'elle cherche aujourd'hui, partout, à remettre en selle ses syndicats et à radicaliser ses partis de gauche dans l'opposition (PC et PS) qui ne prétendent défendre les intérêts ouvriers que pour mieux les mystifier. C'est sur eux qu'elle compte pour saboter les luttes ouvrières, les diviser, les isoler les uns des autres.

Aujourd'hui, comme hier, alors que le chômage est une attaque qui concerne

l'ensemble de la classe ouvrière, les syndicats s'efforcent de convaincre les ouvriers qu'ils sont confrontés à un problème particulier : un problème d'ouvriers français, un problème d'ouvriers immigrés, un problème d'ouvriers au chômage, un problème d'ouvriers du secteur privé, etc

Alors que cette attaque nécessite la riposte la plus unie, la plus large, la plus massive possible, les syndicats s'efforcent de la circonscrire, de la limiter à tel ou tel endroit à tel ou tel moment.

Toutes ces manoeuvres de division destinées à empêcher les ouvriers de développer un rapport de force en leur faveur face à l'Etat, on les a vues ouvertement tout au long des années 70 et 80, à travers les slogans unionistes, corporatistes, régionalistes, nationalistes des syndicats : "Manufrance vivra", "Renault vivra", "la Lorraine vivra", "la sidérurgie française vivra"... Aujourd'hui, c'est clair : tous ces discours derrière lesquels les syndicats, CGT en tête, ont baladé les ouvriers de "journées d'actions" en opérations "ville morte", de manifestations bidon en "actions commando", n'ont servi qu'à une chose : faire passer les licenciements.

Pour pouvoir affronter efficacement tout ce travail planifié, organisé de division, d'isolement, de démobilisation, il faut réagir en tant que classe. Il faut affirmer que, partout, les ouvriers se battent pour la défense de leurs conditions d'existence, pour l'avenir de leurs enfants, contre un seul et même ennemi : l'Etat capitaliste.

Les ouvriers actifs et au chômage doivent se rassembler, unir leurs forces, étendre et coordonner leurs luttes.

Ouvriers au chômage,

Il ne faut pas rester isolés et atomisés, chacun dans son coin. Pour ne pas céder à la démoralisation, les ouvriers au chômage doivent se regrouper, former des comités de chômeurs, aller discuter dans tous les lieux où ils peuvent se rencontrer, aux portes des ANPE, dans les maisons de chômeurs.

Les chômeurs peuvent et doivent lutter tous ensemble pour défendre leurs conditions d'existence, contre les ex-

pulsions, les saisies, les coupures de gaz et d'électricité, etc. Ils doivent exiger de l'Etat qu'il leur garantisse le minimum vital : un logement décent, la gratuité des soins médicaux, de quoi se nourrir, se vêtir, eux et leur famille... Ils doivent refuser de se laisser réduire à l'état d'indigents.

Les ouvriers au chômage ne doivent pas demander aux ouvriers actifs de "partager le travail et le salaire" comme le préconise toute la bourgeoisie, de droite comme de gauche. Cette fausse solidarité reviendrait à partager et aggraver la misère pour tous. La vraie solidarité ouvrière, c'est uniquement dans la lutte qu'ils doivent la rechercher.

Pour cela, les chômeurs n'ont pas d'autre choix que d'affirmer eux-mêmes leur volonté de se défendre, de résister collectivement en comprenant que leur lutte, en tant que prolétaires expulsés de la production, fait partie du combat général de toute la classe ouvrière. C'est la même classe capitaliste qui attaque tous les ouvriers, qu'ils soient au chômage ou au travail.

C'est pour cela que cette lutte, les ouvriers au chômage ne peuvent la mener ni derrière les soutanes des curés, ni derrière les banderoles des syndicats.

Si la bourgeoisie s'efforce aujourd'hui de reconstituer des "syndicats de chômeurs", ce n'est pas pour donner aux ouvriers le "droit" de se défendre, mais bien pour se donner les moyens de contenir les explosions de colère des chômeurs. En mettant en place ces structures d'encadrement, elle cherche à enfermer leurs luttes dans le cadre de la légalité bourgeoise, elle cherche à les isoler du reste de la classe ouvrière en leur faisant croire que les chômeurs constituent une catégorie "à part", dont les intérêts n'ont rien de commun avec ceux des ouvriers actifs.

Face à ces manoeuvres de division, les ouvriers au chômage doivent ouvrir les comités de chômeurs à tous les ouvriers qui veulent lutter, qu'ils soient chômeurs ou actifs. Ils doivent rejoindre le combat des ouvriers au travail en allant massivement chercher la solidarité aux portes des usines, dans les

manifestations, les assemblées générales, les comités de lutte. Car leur force, ils ne pourront la puiser que dans la recherche de la solidarité active, de l'unité la plus large possible avec les travailleurs en lutte.

Ouvriers actifs,

La condition de chômeur résume aujourd'hui la condition générale de toute la classe ouvrière. Elle révèle l'avenir que le capitalisme réserve à tous ceux qui ont la "chance" (pour combien de temps?) d'avoir encore un emploi. Parce que le chômage concerne tous les prolétaires, la lutte des ouvriers actifs n'est pas différente de celle des chômeurs. Cette attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière nécessite une riposte massive et unie de tous les ouvriers au chômage et au travail.

Mais pour développer un tel combat, il faut d'abord refuser d'adhérer aux mensonges de la bourgeoisie qui prétendent que les amputations de salaires sont destinées à entretenir les chômeurs. C'est faux !

Si la classe dominante baisse nos salaires, c'est d'abord et avant tout pour réduire les coûts de production de ses marchandises et renforcer leur compétitivité sur le marché mondial. Cette concurrence entre capitalistes, ceux qui nous exploitent veulent aujourd'hui l'introduire dans les rangs de la classe ouvrière. En nous imposant toujours plus de sacrifices au nom de la "solidarité" avec les chômeurs, ils cherchent à dénaturer notre solidarité de classe.

C'est d'abord en engageant le combat sur tous les lieux de travail que les ouvriers actifs pourront montrer à leurs frères de classe exclus de la production qu'ils ne sont ni des privilégiés ni des "nantis".

C'est ensuite en développant la lutte qu'ils pourront affirmer la véritable solidarité ouvrière et faire la preuve que cette solidarité constitue la seule force capable d'affronter le capital. Pour cela, il faut chercher à étendre immédiatement la lutte, en envoyant des délégations massives aux autres entreprises, aux autres secteurs. Il faut chercher à

(SUITE PAGE 6)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y

répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.